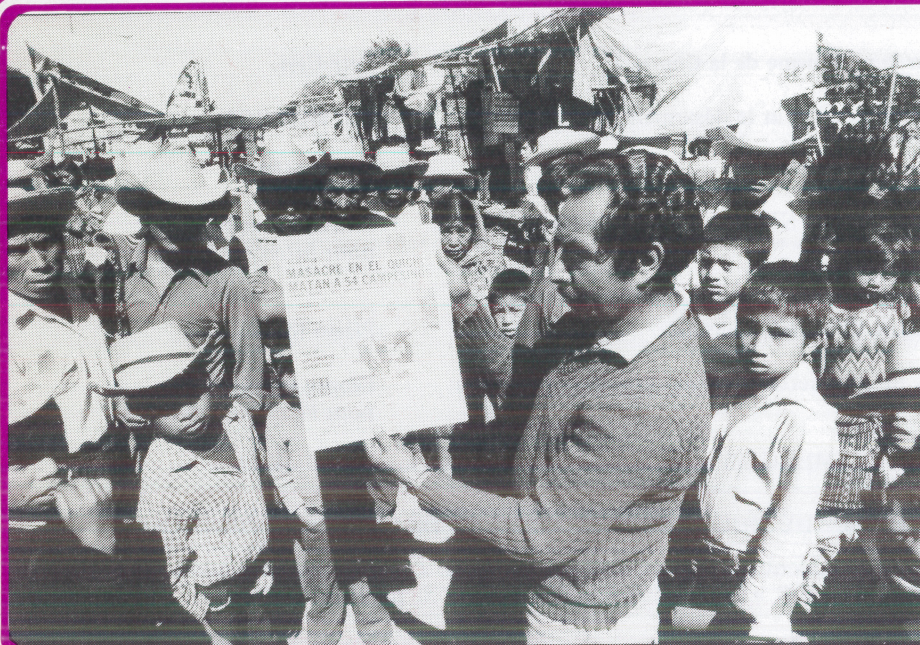


Numéro 190 du 18 février 1985 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

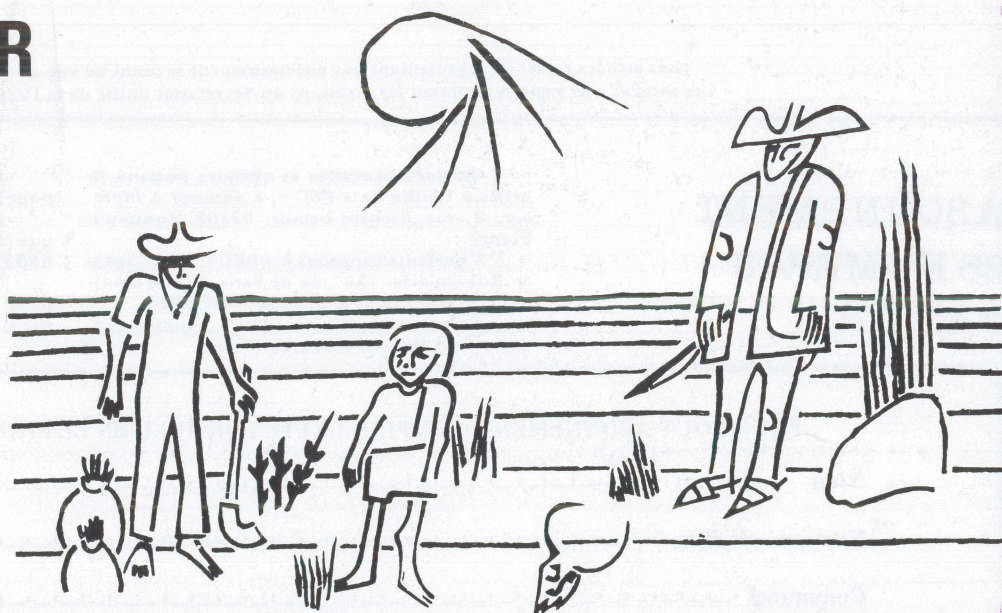


GUATEMALA

**La résistance
au génocide**

MADAGASCAR

**Médecine
du FMI et
ouverture
à l'ouest**



TCHECOSLOVAQUIE

Documents sur un débat qui traverse la Charte 77

Sommaire du numéro 190 du 18 février 1985

3	DOSSIER TCHECOSLOVAQUIE	Un débat au sein de la Charte 77	DOCUMENTS
6	—	Respecter le pluralisme de la Charte 77	Petr UHL
8	AUSTRALIE	La percée du Parti pour le désarmement nucléaire	Jim McILROY
10	—	La position du SWP	DOCUMENT
12	NICARAGUA	Interview de Daniel Nunez, président de l'UNAG	Propos recueillis pour <i>Intercontinental Press</i>
16	MADAGASCAR	La médecine du FMI et la collaboration de classes au secours de l'Etat néo-colonial	Pierre SIDY
22	GUATEMALA	Interview de Rigoberta Menchu, dirigeante paysanne	Propos recueillis pour <i>Pensamiento Propio</i>
25	SALVADOR	La position du FMLN-FDR après la rencontre d'Ayagualo	DOCUMENT
26		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		ITALIE : Le testament politique d'Alfonso Leonetti. JAPON : Après le 12e congrès de la LCR. « INPREKOR » en polonais numéro 17 vient de paraître.	
28	NOUVELLE- CALEDONIE	Entretien avec Jean-Marie Tjibaou	Propos recueillis par Raphaël DUFFLEAUX

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

[illegible][illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Un débat au sein de la Charte 77

EN janvier 1985, la Charte 77 a fêté son huitième anniversaire. Fondée le 1er janvier 1977 comme regroupement pluraliste, elle se donnait comme but de lutter pour le respect des droits individuels et des libertés en Tchécoslovaquie et dans le monde (cf. l'extrait de sa plate-forme publié en encadré).

Elle a, depuis, mené ce combat sans relâche, au prix d'une répression croissante. De procès retentissants en exils forcés, sans oublier les harcèlements et les brimades quotidiens, ses signataires ont payé un lourd tribut à la cause des droits de l'homme.

Outre sa dénonciation des violations des libertés, la Charte 77 s'est toujours efforcée d'animer entre ses membres et au-delà, un débat libre sur les questions les plus diverses (historiques, politiques, culturelles, philosophiques, etc.).

C'est l'un de ces débats qui a traversé le bulletin d'information de la Charte 77, *Infoch*, dont nous reproduisons de larges extraits ici. Il nous a semblé, en effet, bien illustrer à la fois les différentes opinions idéologiques existantes au sein de la Charte 77 et la nécessité que ressentent les chartistes de lutter en permanence pour maintenir son caractère pluraliste à leur communauté, contre toute tentative allant dans le sens d'une mainmise d'un groupe ou d'une idéologie.

« LE DROIT À L'HISTOIRE », TEXTE DES PORTE-PAROLE DE LA CHARTE 77

Tout peuple possède son expérience historique ; (...) l'histoire représente un terrain important de conflits et de combats spirituels. (...) L'expérience historique est un terrain spirituel qui a toujours déterminé et continue à déterminer la vie des nations (...). L'intérêt pour l'histoire est commun à la majorité des cultures, cependant, c'est justement la culture chrétienne qui a compris de façon approfondie et conséquente le développement historique de l'Humanité comme étant chargé d'un sens qui donne une signification fondamentale au présent, et sans lequel le présent serait impensable dans toute son authenticité et sa plénitude. C'est pourquoi, que nous nous en réclamions ou que nous la condamnions verbalement, nous sommes au sens plein du terme les héritiers de la culture chrétienne ; et puisque le monde actuel est façonné de manière déterminante par cette culture, il ne nous est plus possible de penser et d'agir autrement que dans le sens de l'histoire et par son intermédiaire. (...)

Depuis déjà plusieurs décennies, notre peuple est privé de son expérience historique, car le pouvoir d'Etat (...) manipule activement les expériences et les traditions historiques. (...) Pire encore que toutes les déformations, (...) on voit se

manifeste une tendance au silence et à l'oubli. (...)

Il est évident que le pouvoir ne veut utiliser la mémoire historique que comme un instrument servant sa domination. (...) La spécificité de la manipulation totalitaire de l'histoire consiste finalement et nécessairement dans la liquidation progressive de celle-ci. (...) Nous pensons qu'il faut résister activement à cet oubli progressif, (...) ne pas laisser disparaître la mémoire de la justice et de l'injustice, de la vérité et du mensonge, du bien et du mal. (...) Si nous nous prononçons pour le respect des droits de l'homme, nous nous devons aussi de défendre la renaissance de la mémoire historique et la reconstitution de l'expérience historique en tant que telle. (...)

LES INSTITUTIONS ET LEUR FONCTIONNEMENT

(...) Il n'y a pas une période de notre histoire qui ne soit représentée de manière fautive et déformée et ce, en fonction des besoins conjoncturels du pouvoir. Et de plus en plus de périodes sont simplement passées sous silence. (...) Nous ne possédons malheureusement pas de renseignements détaillés sur la Slovaquie,

Au-delà des opinions que l'on peut avoir sur les positions exprimées dans ce débat, le fait même qu'il ait lieu et se poursuive est le meilleur signe de la vitalité de la Charte 77 et de la volonté acharnée de ses membres de maintenir et de renforcer leur « flot de liberté ».

Le débat dont nous rendons compte s'est structuré autour de critiques à la conception historique définie par un texte des porte-parole de la Charte 77, intitulé « Le droit à l'histoire ». Nous publions ci-dessous, et successivement, les documents suivants : le texte « Le droit à l'histoire », rédigé par les porte-parole de la Charte 77 et publié par *Infoch* en mai 1984 ; une contribution intitulée « Querelle au sujet de deux conceptions de l'histoire », rédigée par Milan Hubl et publiée dans *Infoch* de juillet-août 1984 ; une note de la rédaction d'*Infoch*, à propos du précédent texte de Hubl ; la « Lettre de quatre historiens » critiquant le premier texte des porte-parole de la Charte 77 « Le droit à l'histoire », et publiée seulement en septembre 1984 ; la contribution de Lubos Kohout à ce débat, publiée en septembre 1984 ; un document de la Charte 77 de la même date ; la contribution de Petr Uhl, intitulée « Respecter le pluralisme de la Charte 77 » et publiée par *Infoch* en octobre 1984.

A.L.

nous nous limiterons donc à l'historiographie tchèque.

— Le public a un accès très limité, parfois impossible, aux archives historiques.

— L'institut historique de l'Académie des Sciences (CSAV) donne la préférence à la période historique postérieure à 1918 (sur 100 chercheurs, 9 seulement se consacrent à l'histoire tchèque ancienne et dirigent leurs études principalement sur l'histoire économique).

— Il n'existe aucune collaboration avec des scientifiques d'autres branches. Isolement par rapport à l'Ouest et même aux autres pays de l'Est.

— Il n'y a pas de nouvelles générations d'historiens (comprendre de « vrais » historiens). Manque de documents d'étude, filtrage politique. Les historiens officiels sont marxistes ...

LA CONCEPTION DE L'HISTOIRE

Aujourd'hui, il n'y a pas de tradition historiographique, non seulement parce que la tradition dans ce domaine est considérée comme réactionnaire, mais aussi à cause de la décadence propre de l'historiographie. Les historiens officiels ne sont pas en mesure de fournir de conception de l'histoire nationale ou mondiale, ils sont victimes d'une stérilité « méthodologique » totale, bien que la méthodologie marxiste soit incontestablement « historisante ».

Cela est dû au fait qu'en Tchécoslovaquie le marxisme est considéré comme une « feinte de l'histoire », une « voie en marge de l'histoire ». L'historiographie officielle ne reconnaît pas l'importance de la religion et de la culture et, surtout, l'importance du fait que « l'histoire sans Dieu et sans les hommes ne peut naturellement pas avoir de sens ». C'est là la cause de l'échec de l'historiographie officielle.

QUELLE EST AUJOURD'HUI LA CONCEPTION DE L'HISTOIRE ?

L'un des éléments principaux de cette conception est une position antichrétienne et antireligieuse. L'Eglise, qui a eu un rôle fondamental dans l'histoire tchèque jusqu'aux temps modernes — 18^e siècle —, est, pour l'historiographie tchèque actuelle, exclusivement et en toutes circonstances un facteur retardataire, ayant toujours eu un rôle répressif (car elle n'a jamais été autre chose qu'une puissance féodale.) Notre historiographie ne voit pas dans le hussitisme (1) un facteur d'évolution de la culture, car c'est l'Eglise qui était porteuse de ce mouvement. Elle n'y voit pas non plus une évolution des rapports sociaux et de la mentalité, car c'est l'Eglise, c'est-à-dire la chrétienté, qui a été à son origine. L'histoire est réduite de façon stéréotypée aux événements fondamentaux de l'histoire politique et du développement économique, alors qu'il est clair que ni l'un ni l'autre ne peuvent être compris sans référence à la religion et à la culture.

On sait en effet que l'Etat tchèque du moyen-âge est apparu en relation avec

l'arrivée de la religion chrétienne, qu'une série de saints honorés des siècles durant (Saint Vaclav, Vojtech, Prokqr, Jean Népomucène) ont représenté un centre autour duquel s'est organisée et développée la vie politique et culturelle nationale. La chrétienté et l'Eglise nous ont toujours reliés à l'histoire de l'Europe. L'histoire actuelle s'intéresse seulement à la prétendue première crise du féodalisme, la révolution hussite. C'est seulement à partir de cette période qu'elle attache son attention aux phénomènes spirituels et culturels. Mais de quelle manière !

Depuis les années 1950, on s'efforce de trouver dans le hussitisme quelque chose qui n'y a jamais été, mais qui satisferait les schémas idéologiques : les principes d'une forme élémentaire de capitalisme, des manifestations d'énergie nationale pour la création culturelle, un démocratisme tchèque, etc. Dans cette conception du hussitisme se trouvent concentrées toutes les illusions et les erreurs de notre historiographie. (...) Nous n'allons pas analyser d'autres périodes de l'histoire tchécoslovaque, car toutes sont traitées dans le même sens. (...) Notre historiographie a montré que sous ce drapeau (celui du marxisme, ndlr.), elle est devenue inutile à la nation, elle est devenue le siège du nihilisme moral et historique.

(Le texte se conclut par un appel aux chartistes « sérieux » à discuter. Ndlr.) ■

Les porte-parole de la Charte 77,
Prague, 20 mai 1984,
Publié par *Infoch*,
Prague, mai 1984.

« La responsabilité de l'historien à l'égard de l'histoire et de l'avenir des nations en Tchécoslovaquie » (cf. ci-après, ndlr.). Sur un ton tranchant et polémique, il accuse les « porte-parole catholiques les plus intéressés » d'avoir préparé le document « dans une conspiration parfaite à l'égard des historiens professionnels », et sans que ceux-ci aient été consultés. C'est une chose que l'on peut bien sûr reprocher à ce texte, mais il n'y a pas que cela. (...) Si la discussion doit constituer un quelconque apport, le texte des quatre historiens devrait être aussi accessible que « Le droit à l'histoire ». Cependant, pour le moment, on pratique la « politique de l'autruche » et, de facto, ce texte est inaccessible à tous ceux qui ont pris connaissance du « Droit à l'histoire ». Et ce, environ deux mois après la rédaction du texte des quatre historiens (daté du 25 juin 1984).

Si l'on utilise de telles pratiques de dissimulation, il se peut que dans la prochaine polémique prévale le ton tranchant à la L. Kohout, et la polémique deviendrait un échange de remarques caustiques au lieu du ton adéquat que M. Hajek et autres pourraient donner à la polémique. L'index des livres interdits a autrefois signifié l'existence d'une véritable inquisition, qui a eu beaucoup de partisans. Je ne vois pas pourquoi, parmi des personnes qui disent rechercher le libre échange des opinions, il devrait y avoir des « textes interdits ». Et le texte des quatre historiens est sur la voie la plus directe pour finir à l'index ou dans l'éloignement et dans l'oubli. ■

Milan HUBL,
30 juin 1984,
complément, le 10 août 1984,
Infoch, juillet-août 1984.

QUERELLE AU SUJET DE DEUX CONCEPTIONS DE L'HISTOIRE

L'attitude critique de quatre historiens (Milos Hajek, Milan Otahal, Hana Mejorova, Jaroslav Opal) a mis en lumière une querelle qui se dessinait déjà auparavant entre la conception « catholique intégriste » et l'explication de l'histoire tchèque formulée par l'auteur (ou les auteurs ?) du document « Le droit à l'histoire » d'une part et, d'autre part, la conception non dogmatique des historiens issus du marxisme. (cf. « Lettre des quatre historiens », publiée ci-dessous, ndlr.)

La conception « catholique intégriste » part de l'héritage spirituel de Jaroslav Durijch (revue *Le Renouveau*) qui, même parmi les catholiques tchèques, est restée une opinion nettement minoritaire, en raison de son extrémisme historique et de son sectarisme militant à l'égard des autres écoles de l'histoire. Il y a peu de temps, les mémoires de Ladislav Jedlicek sont sorties en samizdat. Ladislav Jedlicek est le dernier rédacteur encore vivant de la revue *Le Renouveau*, et il rappelle dans ses mémoires les conceptions de Durijch et de Zahradnick. Il les défend sur beaucoup de points dans l'espoir de les raviver et peut-être de les répandre dans la jeune génération, et ce au moyen de con-

naissances historiques très faibles et d'une conscience historique fort mince. L'auteur du texte « Le droit à l'histoire », dont les opinions s'accordent sur beaucoup de points avec le livre de Jedlicek, *Les Catholiques et la République*, n'est malheureusement pas un spécialiste, et dans sa tentative d'explication de l'histoire, il a commis de nombreuses déformations, des simplifications et des fautes dignes d'un écolier. C'est un texte grâce auquel, autrefois, un étudiant en Lettres aurait difficilement réussi ses examens de 1^{re} année. Les quatre historiens susmentionnés, qui appartiennent aux auteurs du recueil samizdat « Etudes historiques », soulignent quelque-uns des défauts méthodologiques contestés et des fautes grossières de l'auteur du texte « Le droit à l'histoire ». Il serait difficile de trouver un historien qui ne partage pas les objections méthodologiques au texte et, sur bien des points, elles pourraient être complétées et développées. Hélas, la maigre argumentation et le faible niveau du texte n'apportent pas les éléments nécessaires pour pousser plus loin la discussion.

Le politicien Lubos Kohout a également contribué au débat, avec son texte

NOTE DE LA RÉDACTION D'« INFOCH » A PROPOS DE LA CONCEPTION DE M. HUBL

L'article de M. Hajek, M. Otahal, J. Opal et H. Mejorova ainsi que le texte de L. Kohout, « La responsabilité de l'historien ... » dans lesquels les auteurs polémiquent avec le document de la Charte, « Le droit à l'histoire », n'est pas aujourd'hui à la disposition de la rédaction. Nous sommes prêts — en fonction des possibilités techniques — à publier toute contribution à la discussion des documents de la Charte, dans la mesure où ces contributions nous sont envoyées. L'adresse de la rédaction d'*Infoch* est connue depuis des années, c'est pourquoi nous considérons inopportune la remarque de M. Hübl à propos de nos « pratiques de dissimulation ». ■

Rédaction d'*Infoch*,
juillet-août 1984.

LETTE DES QUATRE HISTORIENS EN RÉPONSE AU DOCUMENT « LE DROIT À L'HISTOIRE »

Le document de la Charte 77 numéro 11/84 intitulé « Le droit à l'histoire », envoyé au Président de l'Académie des Sciences (CSAV), est une critique de l'état consternant de l'historiographie tchèque actuelle. Nous sommes d'accord avec le fait que cet état exige une analyse critique sérieuse.

Cependant, il nous faut apporter quelques réserves concrètes au contenu du document :

1) Tout le texte contient une série d'incursions non qualifiées dans l'histoire tchèque. Un seul exemple : on y affirme que Masaryk voyait le sens de l'histoire tchèque dans l'humanisme et Pekar dans la religion ; il s'agit-là d'une invention de l'auteur (2).

2) Nous ne sommes pas d'accord avec la condamnation sans appel des historiens officiels. (...) Est-ce que l'auteur du texte a conscience qu'il s'est octroyé le droit de donner une note de probité à des centaines de chercheurs scientifiques ? Est-ce que cela fait partie des buts de la Charte ?

3) L'histoire du moyen-âge a été et reste négligée, mais même dans ce domaine, l'historiographie officielle est parvenue à des résultats dignes d'intérêt. (...) Il est également faux de dire que personne ne fait de recherches sur la problématique tchèque en liaison avec d'autres instituts d'Europe centrale. (...)

6) Dans le document, à propos de la caractérisation du processus historique, le point de vue d'un seul courant est exprimé, le courant de ceux qui affirment le rôle dominant de la culture chrétienne. C'est une atteinte au principe de la Charte 77, qui se fonde sur le respect mutuel entre personnes d'opinions philosophiques différentes, principe qui avait été jusqu'à présent respecté. (...)

Nous faisons simplement remarquer que notre point de vue ne se réfère qu'à ce document et qu'il ne constitue donc pas un point de vue général sur la situation de l'historiographie tchèque.

Milos Hajek, Hana Mejorova,
Jaroslav Opal, Milan Otahal,
publié dans *Infoch*, septembre 1984.

concerne la philosophie) ; le ralentissement consécutif à l'essor des forces productives et du progrès des relations sociales (relations de production, politiques et culturelles). (...)

Lubos Kohout,
Infoch, septembre 1984.



DOCUMENT NUMERO 16/84

DE LA CHARTE 77

Dans le document 11/84, intitulé « Le droit à l'histoire », nous avons attiré l'attention sur la falsification aboutissant à l'effacement de la mémoire historique de nos nations et à l'état alarmant de l'historiographie tchèque actuelle. Le document a été présenté comme le point de vue exclusif du groupe d'auteurs qui avaient comme but d'ouvrir la discussion à ce sujet. Le document a eu un écho important. (...) Dans une large mesure, le public laïc et semi-laïc y a réagi positivement. (...) La réaction des historiens professionnels, qu'ils soient officiels ou persécutés, vivant en Tchécoslovaquie et en exil, a été plus complexe. Dans l'ensemble, ils s'accordent sur le fait que notre historiographie actuelle et notre conscience historique se trouvent dans un état consternant. (...) Mais, en même temps, ils opposent toute une série d'objections à l'analyse proposée. Hélas, aucun des points de vue exposés ne donnent une vision cohérente, c'est pourquoi nous renouvelons notre appel et accueillerons et publierons toute analyse sérieuse sur cette problématique. (...)

Les porte-parole de la Charte 77,
Prague, 26 septembre 1984,
publié dans *Infoch*,
septembre 1984.

« LA RESPONSABILITÉ DE L'HISTORIEN À L'ÉGARD DE L'HISTOIRE ET DE L'AVENIR DES PEUPLES DE TCHÉCOSLOVAQUIE »

1) L'auteur (du texte « Le droit à l'histoire, ndlr. ») avait la possibilité de publier son texte comme une contribution à la discussion. (...) Il n'a absolument pas tenu compte de la grande variété de conceptions du monde et d'opinions philosophiques existant chez les signataires de la Charte 77.

2) (L. Kohout reproche dans cette partie du texte la critique faite aux écoles marxistes en Tchécoslovaquie, alors que l'auteur du document critiqué par lui admet leur validité à l'Ouest. Ndlr.)

3) Je critique le texte du chartiste historisant également dans sa surestimation de nos traditions (en particulier du hussitisme de la période précédant la Montagne Blanche (3) et de celle de la Première République (4).) Cette surestimation profite à une tradition caractérisée depuis longtemps comme une tradition régressive (la contre-réforme, Jean Nepomucène, la noblesse tchèque privée de nationalité, les Habsburg). Je reconnais que dans la première phase de notre historiographie d'après-guerre, la problématique de l'évolution spirituelle et des aspects positifs de l'influence chrétienne a été méprisée. Cependant, dans les meilleurs ouvrages d'auteurs comme ceux de Macek, Kalidova, ou Machovec, nous pouvons constater une certaine évolution, bien sûr sans que ces auteurs tombent dans la glorification et l'absence d'esprit

critique à l'égard du rôle de la chrétienté et, particulièrement des saints de l'Eglise du moyen-âge.

La base de leur travail est restée — et, à mon sens, en harmonie totale avec la vérité objective — l'indication du caractère contradictoire de l'influence de la chrétienté : d'une part, l'élargissement, l'essor de l'instruction et de la culture supérieures, d'autre part, le renforcement de la domination féodale (par des méthodes politiques et idéologiques) ; le freinage du développement des sciences naturelles et sociales, leur mise au service de l'Eglise et de la théologie (en particulier en ce qui

1. Hussitisme. Mouvement animé au début du 15^e siècle par Jan Hus, qui entendait réformer l'Eglise catholique, dont il dénonçait la corruption et les liens avec les princes, en particulier les princes allemands qui occupaient tous les postes de commande à Prague. Mouvement de réforme religieuse participant de la crise générale qui frappait alors la chrétienté, le hussitisme prit vite une dimension de lutte nationale des peuples de Bohême contre la domination allemande. Condamné au Concile de Constance, Jan Hus fut brûlé le 6 juillet 1415. Son martyre fut le signal d'une révolte générale de la bourgeoisie et de la petite noblesse tchèques. Il faudra deux décennies aux voisins catholiques (Autriche) pour l'écraser.

2. Thomas Masaryk (1850-1937). Homme politique tchèque qui fut l'un des pères fondateurs de la République tchèque en 1918, après l'effondrement de l'empire des Habsburg.

Josef Pekar (1870-1937). Historien tchèque, participa activement à la création de la 1^{re} République. A propos du point auquel se référent les quatre historiens, il y a en effet une confusion dans le texte « Le droit à l'histoire ». C'était en fait Pekar qui reprochait à Masaryk de donner trop d'importance au facteur religieux, alors que lui-même insistait sur la pensée nationale.

3. La Montagne Blanche (6 novembre 1620) marque l'écrasement d'une tentative de révolte nationale tchèque qui avait commencé en mai 1618. Les Tchèques furent écrasés par les Autrichiens, qui dominèrent complètement le pays jusqu'en 1918.

4. Fondée à la fin de la guerre, en 1918, la 1^{re} République exista jusqu'à l'entrée des troupes nazies à Prague, en mars 1939.

Respecter le pluralisme de la Charte 77

La contribution de Petr Uhl

NOUS publions ci-dessous la contribution de Petr Uhl au débat traversant la Charte 77 après la publication d'un texte de ses porte-parole intitulé « Le droit à l'histoire », que nous avons reproduit au début de ce dossier. Le texte de Petr Uhl a été publié dans *Infoch* d'octobre 1984.

Après la publication du document numéro 16/84 de la Charte 77, je ne peux pas faire autrement que de me distancier de deux documents que vous avez publié ces mois derniers (le numéro 9/84, « Lettre de la Charte au mouvement pour la paix britannique » et le numéro 11/84, « Le droit à l'histoire »). Je me réfère ici au document préliminaire de la Charte 77 du 1er janvier 1977, à d'autres documents de la Charte et à la pratique que nous avons suivie jusqu'à présent, selon laquelle la Charte ne cherche pas à créer une plate-forme commune idéologique ou politique, ne serait-ce que parce qu'elle constitue une communauté d'individus d'opinions diverses, de convictions politiques, religieuses ou athées différentes. Egalement parce que la fonction de la Charte réside dans la défense des droits de l'homme, pour lesquels l'on peut et l'on doit lutter à partir des positions politiques, idéologiques et religieuses les plus variées.

La différence des opinions a toujours été une réalité reconnue dans la Charte, et les porte-parole ont toujours scrupuleusement veillé à ce que les documents de la Charte expriment le consensus général, ou au moins à ce qu'ils ne soient pas en opposition trop flagrante avec lui. C'est aussi la raison pour laquelle la pratique de la publication de certains documents de la Charte comme éléments de discussion

s'insère dans cette problématique. Ce procédé permet de publier comme documents de la Charte des textes qui, pour certains aspects ne représentent l'opinion que d'une partie des signataires. Ce procédé, que nous devons à mon avis utiliser pour la publication du texte « Le droit à l'histoire », ne pouvait pas être utilisé pour la publication de la lettre des porte-parole au mouvement pour la paix britannique.

C'est pourquoi je m'étonne que dans ce texte, où vous dites avec raison que « nous sommes liés dans nos actes par le consensus général », vous affirmiez en même temps que « nous sommes profondément convaincus que ces structures — c'est-à-dire les structures démocratiques classiques — représentent une base indispensable dont la falsification ou la négation a toujours apporté un mal plus grand ». Le fait que votre profonde conviction ne puisse être partagée par aucune autre personne qui apprécie même partiellement l'apport historique des révolutions sociales et politiques (car c'est bien de cela qu'il s'agit, quand vous parlez de « négation des structures démocratiques classiques ? »), sans qu'elle soit pour autant marxiste révolutionnaire ou même seulement de coloration réformiste, cela est clair comme le jour.

Une telle attaque polémique malicieuse contre les révolutions aurait échappé

à l'attention si le président Reagan n'avait pas, au cours de sa tournée européenne du début juin, cité un autre propos de la même lettre, qui explique : « C'est pourquoi, pour le moins certains d'entre nous, donnent la préférence aux risques, même importants, d'une attitude de fermeté (il faut comprendre ici l'attitude de l'administration Reagan, P.U.) face à la certitude des suites funestes de la politique d' "apaisement" » (c'est-à-dire la politique de concessions face au menaçement militaire soviétique de la même manière que 45 ans auparavant face à l'expansion nazie, P.U.)

Je ne affirme évidemment pas que les porte-parole soient responsables du fait que Reagan ait cité notre document. Cela fait des années que les personnes les plus diverses nous citent. Cependant, c'est la première fois qu'une telle autorité le fait, en soutien à une politique d'après moi réactionnaire et dangereuse pour l'humanité. Par leur formulation, les porte-parole de la Charte ont rendu cette citation plus aisée. Vous comprendrez certainement que pour les signataires de la Charte 77 qui condamnent l'escalade de la course aux armements et qui jugent en même temps que la responsabilité en incombe aussi au gouvernement américain actuel, la partie du document numéro 9/84, de laquelle on pouvait déduire le soutien à « l'attitude de fermeté du gouvernement américain », était désagréable. Il y a beaucoup de signataires qui l'ont ressenti de la sorte. Leur nombre n'est d'ailleurs pas tellement important, à partir du moment où il s'en trouve un seul qui réclame que la Charte ne crée pas sa propre plate-forme politique et qu'elle ne s'oriente pas vers une idéologie unique. Je protesterais donc de la même façon si je me sentais proche de l'orientation politique que vous faites valoir ex-cathedra dans la Charte par de telles affirmations. C'est pourquoi j'ai le droit de me manifester lorsqu'il s'agit d'une orientation exactement contraire à celle qui m'a amené à la défense active des droits de l'homme, et qui, depuis des années, en fait depuis toujours, motive mes actes et mes positions. De façon générale, on peut qualifier mon orientation comme une opposition active au système de production capitaliste et à toutes ses expressions et conséquences.

Si ce sont mes positions politiques qui m'ont amené à la défense des droits de l'homme, ma pensée politique est elle-même la continuation logique de mes positions athées. Je me suis dégagé dans ma jeunesse du catholicisme, dans lequel j'ai été élevé, pour parvenir à l'athéisme. Mon athéisme difficilement acquis a même été, au début, un athéisme militant ; j'ai réprimé progressivement mon attitude anticléricale, car il ne me semblait pas correct d'intervenir contre les manifestations religieuses à une époque où — ainsi que je l'ai peu à peu compris — les églises et la vie religieuse étaient réprimées par l'Etat. Plus tard encore, j'ai acquis la conviction profonde que les athées et les croyants pouvaient collaborer, et que dans le domaine du combat pour les droits de

LA CHARTE 77 PAR ELLE-MEME

La Charte 77 est une communauté ouverte, libre et informelle regroupant des personnes aux convictions et aux croyances différentes, unies par la seule volonté de lutter individuellement et collectivement pour le respect des libertés civiles et des droits de l'homme dans notre pays et dans le reste du monde. (...)

La Charte 77 n'est pas une organisation ; elle n'a pas de règles, d'organes permanents ou d'adhérents formels. Elle regroupe tous ceux qui sont d'accord avec ses idées, participent à son action et la soutiennent. Elle ne représente pas la base d'une activité politique oppositionnelle. (...) Elle ne cherche donc pas à élaborer un programme de réformes et de transformations politiques et sociales, mais, dans sa sphère d'activité, elle souhaite mener un dialogue constructif avec les autorités politiques et étatiques, en particulier en attirant l'attention sur divers cas individuels de violation des droits de l'homme, en préparant une documentation et en suggérant des solutions, en soumettant d'autres propositions de caractère plus général visant à renforcer et garantir ces droits. (...)

Extraits de la Déclaration d'intention de la Charte 77,
Prague, le 1er janvier 1977.



Manifestation à Paris pour la libération de Petr Uhl. (DR)

l'homme, la diversité de leurs convictions, loin d'être un obstacle, représentait un stimulant favorable pour le travail commun.

Le document numéro 11 de la Charte — « Le droit à l'histoire » — a éveillé en moi la crainte sérieuse que la Charte ne soit utilisée abusivement comme une tribune religieuse, où plus exactement comme une tribune catholique. Autrement, comment dois-je comprendre l'affirmation : « *Parce que nous sommes au sens fort du terme les héritiers de la culture chrétienne — que nous nous en réclamions ou que nous la condamnions verbalement —, et parce que le monde actuel dans son ensemble est formé de façon déterminante par cette culture, nous ne pouvons plus agir autrement qu'historiquement et par l'intermédiaire de l'histoire* ». L'affirmation même selon laquelle la « culture chrétienne » est liée à la compréhension historique du monde est une affirmation sujette à caution. On pourrait plutôt dire que l'historiographie antique avait un niveau supérieur à l'histoire événementielle du moyen-âge chrétien, que son esprit critique fut ressuscité par le combat réformiste contre la papauté, que ce sont seulement les Encyclopédistes qui, dans un combat contre l'Eglise et son idéologie, ont les premiers élaboré l'historiographie en tant que science, en respectant avant tout le principe de l'évolution historique de la société. Et, encore au 20^e siècle, cette historiographie génétique doit témoigner des durs combats contre ceux qui, dans leurs menées contre tout progressisme, s'efforcent souvent de protéger la religion, pas seulement la religion catholique et les églises.

Non seulement la contre-vérité que la vision historique de la réalité soit l'héritage de la culture chrétienne est inacceptable, mais non moins acceptable est l'affirmation selon laquelle tous les signataires de la Charte — car vous avez signé ce document en leur nom — se réclament ou condamnent verbalement la « culture chrétienne ». Certainement peu d'entre nous se réclament de la « culture chrétienne » ; cependant, seul un idiot ou la nouvelle recrue athée ardente qu'était l'auteur de ces lignes il y a 25 ans, pourraient la condamner. Mes réflexions sur la présence de l'adverbe « verbalement » derrière le verbe « condamner » me mènent à soupçonner l'auteur de ces propos de vivre dans une tour d'ivoire et de n'avoir rien compris à rien ...

Je ne pense pas non plus que le monde soit formé de façon décisive par la « culture chrétienne ». En effet, toute notre culture humaine est le résultat d'influences et de courants étant eux-mêmes le produit de l'héritage du judaïsme, de l'antiquité et de l'hellénisme, mais aussi de l'Europe barbare, et quel orgueil que d'en faire une culture chrétienne ! Pendant de nombreux siècles et jusqu'au siècle dernier, alors que les Eglises chrétiennes perdaient leurs positions politiques et économiques importantes dans la plupart des pays, et alors que leur action idéologique était freinée par la montée de la pensée laïque, la plupart des conflits se déroulaient sur le terrain de l'Eglise et dans le combat contre elle : la Renaissance et l'humanisme, la Réforme, plus tard la philosophie des Lumières et les nombreux processus de libération nationale furent, comme des milliers de phénomènes culturels, la scène et même parfois la conséquence de ces conflits. Dans la plupart de ces combats, aussi bien que la « culture chrétienne », on peut distinguer les efforts d'émancipation par rapport à l'Eglise catholique, et même souvent par rapport à la chrétienté. Cela vaut indiscutablement pour la grande offensive — qui n'a pas encore pris fin et qui a été réhaussée à un nouveau niveau au 20^e siècle par l'essor des sciences naturelles et sociales ainsi que par les innombrables avancées émancipatrices de la pratique sociale — annonçant la lutte contre la pauvreté, la maladie, l'absence de conscience, la peur, l'inégalité, l'humiliation et l'exploitation, en un mot, la lutte pour la libération de l'homme.

C'est mon point de vue personnel. Jamais je ne me permettrai de l'attribuer à quelqu'un d'autre. Je dois cependant me faire entendre si vous m'attribuez un point de vue qui m'est totalement étranger et que vous abusez des documents de la Charte pour faire de la propagande religieuse. L'esprit de tout le document est de caractère catholique au sens intolérant du mot : vous parlez de Jean Népomucène comme d'un saint, vous portez un regard peu amène sur le hussitisme, vous affirmez que « *l'histoire sans les hommes et sans un Dieu ne peut naturellement avoir de sens* ». Presque chaque phrase soulève des objections de ma part.

On sait que le document « Le droit à l'histoire » a provoqué une série d'échos négatifs parmi les signataires de la Charte 77. Pour autant que je sache, huit signataires ont signalé par écrit leurs objections. Quatre historiens, Milos Hajek, Hana Mejorova, Jaroslav Opal et Milan Otahal vous ont envoyé leurs objections en juin de cette année. Il est vrai qu'après quatre mois, vous venez de les publier (sans indiquer la date à laquelle ces remarques ont été écrites) mais, avec leur accord, vous avez abandonné les passages qui exprimaient leur désaccord avec le fait que vous ayez publié le texte « Le droit à l'histoire » comme un texte de la Charte suivi des signatures des porte-parole, et non pas comme un point de vue d'auteurs publié par la Charte, c'est-à-dire avec les signatures des porte-parole sous un préambule auquel aurait été ajouté ce document.

Quatre historiens ont exprimé d'autres notes critiques, et ce n'est qu'à partir de leur texte que je me suis aperçu avec étonnement que le document « Le droit à l'histoire » n'avait pas circulé ni été annoté avant publication. Ensuite, j'ai appris que l'absence d'annotations était relativement fréquente. La qualité des documents en souffre. La dernière raison pour la rédaction de cette lettre a été le fait que non seulement dans le préambule du nouveau document numéro 16/24 vous affirmiez, en contradiction avec la réalité, que dans sa majorité « *le public laïc et semi-laïc a réagi favorablement* » (à votre document), mais qu'en plus, vous ne reconnaissiez pas que par la publication et surtout par la manière dont cette publication s'est faite, vous ayez agi à l'encontre du document préliminaire de la Charte 77 et contre les usages de la Charte, bien que l'on ait attiré votre attention, verbalement et par écrit (voir ma lettre non publiée du 10 octobre) ; le facteur décisif a été pour moi le fait qu'après vous être accordés avec ces quatre historiens, vous ayez supprimé toute critique à votre endroit.

Il ne s'agit donc plus uniquement du fait que le président Reagan abuse des citations des documents de la Charte 77 pour soutenir l'impérialisme américain. Il ne s'agit pas non plus de ce que les documents de la Charte soient rédigés comme une œuvre de propagation d'une idéologie minoritaire, même à l'intérieur de la Charte ; il s'agit de l'échange libre d'opinions et il s'agit de règles démocratiques élémentaires, comme, par exemple, la pratique traditionnelle dans la Charte de consulter les opinions de différentes personnes pour la préparation des documents, le droit à la critique et le devoir des porte-parole de réagir aux critiques des signataires. Dans un certain sens, il s'agit de l'ensemble, car la Charte 77 représente un îlot de liberté dans l'empire de la non-liberté, et nous avons tous le devoir de surveiller cette liberté difficilement acquise.

Petr UHL,
Infoch, octobre 1984.

La percée du Parti pour le désarmement nucléaire

AVEC l'apparition du Parti pour le désarmement nucléaire (NDP) au cours de la campagne pour les élections générales du 1er décembre 1984, une force nouvelle et radicale a fait irruption sur la scène politique australienne. Le NDP est parti de rien, il y a trois mois, pour remporter un siège au Sénat. Mais ce qui est plus significatif que le nombre de sièges, limité par une barre élevée et antidémocratique qu'il faut franchir (1), c'est le nombre massif des voix obtenues par le NDP, environ 750 000, ce qui représente entre 7 et 8 % de l'électorat. Le programme du NDP est clair et sans ambiguïtés : fermeture de toutes les bases militaires étrangères, c'est-à-dire US, en Australie ; interdiction du stationnement d'armes nucléaires en

Australie, ainsi que la circulation de ces armes dans les eaux et l'espace aérien du pays ; arrêt de l'extraction et de l'exportation de l'uranium.

Le succès du NDP, y compris grâce à l'énorme publicité due à son candidat le mieux connu, le chanteur de rock Peter Garret, du groupe très populaire Midnight Oil, a bouleversé la vie politique australienne comme on ne l'avait plus vu depuis l'époque de la guerre du Vietnam. Des milliers de jeunes ont été attirés vers l'action politique par la campagne du NDP. Son impact sur une campagne électorale jusque-là sans intérêt fut extraordinaire. Maintenant, il s'agit d'en analyser les implications à long terme pour la lutte des classes en Australie.

Jim McILROY

Conformes à l'attente de tout le monde, les élections ont été remportées par le Parti travailliste australien (ALP) du Premier ministre sortant Bob Hawke. Cependant, une confusion dans le système de transfert de voix ajoutée à un retournement de l'opinion en fin de campagne vers la coalition formée par le Parti libéral et le Parti national, a fait que les travaillistes ont perdu 6 sièges, pour se trouver avec une majorité d'environ 16 sièges à la Chambre des représentants qui comprend 148 membres.

Ce retournement contre le gouvernement a surpris la plupart des observateurs, et en premier lieu les dirigeants de l'ALP qui, pendant les 18 mois qu'ils ont été au pouvoir avant les élections, avaient poursuivi une orientation très droitière dans l'espoir d'imposer leur parti comme le principal parti gouvernemental au moins jusqu'à la fin de la décennie. Avant les élections, les sondages prédisaient un mouvement vers le Parti travailliste allant jusqu'à 5 % des voix, alors qu'on a assisté, au contraire, à un mouvement de 1,7 % des voix vers les principaux partis de droite. Ce résultat a eu pour conséquence de ternir l'image d'« invincibilité » de Hawke, dont le charisme personnel cultivé par les médias au service des capitalistes, avait constitué le moyen central par lequel l'appareil droitier de l'ALP espérait remporter les élections.

A l'image de la plupart des autres partis travaillistes ou sociaux-démocrates basés sur les syndicats dans d'autres pays, l'ALP a une direction pro-capitaliste qui subordonne les intérêts de la masse des travailleurs qui soutient le parti à ceux de la bourgeoisie, en accordant quelques réformes de temps en temps pour réduire la pression qu'exercent les travailleurs à travers leurs syndicats. Mais, sous l'action de Hawke, ancien président du Conseil des syndicats australiens (ACTU), l'ALP



Peter Garret. (DR)

s'est éloigné de la base du parti pour se lier ouvertement à la bourgeoisie, plus que n'importe quel autre gouvernement travailliste ne l'avait fait depuis le début des années 1930. La conséquence de cette évolution a été que presque tous les journaux bourgeois se sont prononcés pour la réélection de Hawke, phénomène absolument sans précédent dans la vie politique australienne.

Néanmoins, Hawke n'a pas obtenu le raz-de-marée attendu. Le résultat a redonné confiance aux libéraux, qui s'attendaient à une défaite d'une ampleur

sans précédent. Leur dirigeant, Andrew Peacock, surnommé le « kid à la lampe solaire » ou « Andrew Gucci » à cause de son mode de vie de playboy international, a même bénéficié d'un sursis à sa mort politique, sort habituel des dirigeants de son parti coupables d'avoir perdu les élections.

La coalition entre les partis libéral et national, qui représente une alliance entre les milieux d'affaires des villes et les grands propriétaires ruraux, s'était présentée sur une plate-forme incluant certaines réductions d'impôts ; la privatisation d'entreprises publiques, par exemple la compagnie aérienne TAA ; le remplacement du système centralisé de négociation des salaires à travers la Commission d'arbitrage par des contrats entreprise par entreprise, comme cela se fait aux Etats-Unis ; des attaques contre le droit des aborigènes à la terre ; la destruction effective du nouveau service de santé publique créé par l'ALP ; des lois antisyndicales renforcées ; des réductions des salaires des jeunes ; une augmentation des dépenses militaires.

Ce programme, qui constitue un mélange à l'australienne du reaganisme et du thatcherisme, est probablement considéré comme prématuré par la plupart des représentants de la bourgeoisie. La politique de Hawke, celle du « consensus national », est toujours largement dominante. Mais des nuées d'orage commencent à planer sur le projet travailliste, qui précède des années de collaboration entre le

1. Le système électoral en Australie est basé sur le vote préférentiel. Les électeurs votent pour tous les candidats dans un ordre de préférence. Pour ce qui concerne la Chambre des représentants, on vote par circonscription, et il faut qu'un candidat rassemble 50 % des suffrages, en comptabilisant d'abord les premières préférences, ensuite les deuxièmes, etc. Pour le Sénat, on vote pour des listes dans chaque Etat, et une liste obtient un élu pour chaque 12,5 % des suffrages obtenus, avec le même système de transfert de voix.

mouvement ouvrier et les capitalistes sur le front intérieur, aussi bien que le soutien aux préparatifs de guerre de l'administration Reagan sur le plan international.

L'irruption du NDP sur la scène a mis en lumière les graves problèmes qui menacent le projet de Hawke. Suite à des débats qui ont duré des années sur la question de l'extraction de l'uranium ainsi que sur la présence des bases de télécommunications US, il existe le sentiment très répandu que l'uranium australien (estimé à 25 % des réserves accessibles du monde) doit rester dans le sous-sol du pays, et que les bases, qui représentent un élément clé du réseau de guerre américain, doivent être fermées. Le mouvement de la paix mobilisa au moins 200 000 personnes le 15 avril 1984, dans une série de rassemblements énormes dans toutes les grandes villes.

Le mouvement anti-uranium bénéficie d'appuis importants, aussi bien dans les syndicats que dans le Parti travailliste. Au moment de son arrivée au pouvoir, à la suite des élections de mars 1983, l'ALP s'était engagé à arrêter l'ouverture de nouvelles mines et à fermer progressivement celles qui existaient déjà. Au congrès national de l'ALP de juillet 1984, cette politique fut brutalement renversée par une alliance de la droite et du centre du parti contre la gauche. Le congrès fut largement dominé par l'appareil central du parti et par les directions centrales des syndicats. Pour beaucoup de militants et d'électeurs travaillistes, cette décision, venant après l'orientation très droitiste qu'avait suivi le gouvernement Hawke depuis mars 1983, constitua la goutte qui fit déborder le vase. C'est à partir de ce mécontentement dû aux trahisons de la direction de l'ALP qu'est né le Parti pour le désarmement nucléaire.

Depuis ses débuts en tant que petit regroupement dans la capitale fédérale, Canberra, le NDP a rapidement créé des sections dans toutes les capitales d'Etats et dans une série de villes de province, y compris dans les bastions travaillistes de Newcastle et de Wollongong, centres de l'industrie sidérurgique. Au cours d'un meeting à Newcastle, avec Peter Garret, qui attira 2 000 personnes, il y eut 600 adhésions au nouveau parti. Juste avant les élections, un sondage indiquait que 23 % des électeurs de 18 à 23 ans avaient l'intention de voter pour le NDP dans les élections pour le Sénat. Cela représentait presque la moitié des suffrages potentiels du NDP.

Bien que le NDP ait été la force alternative à la gauche du Parti travailliste qui ait connu le plus grand succès dans ces élections, il ne fut pas le seul à avoir eu un impact. Dans les élections à la Chambre des représentants, la nouvelle Alliance des Verts, inspirée par les Verts allemands, a reporté presque 6 % des suffrages à Sydney. Dans la circonscription de Kingsford-Smith, la candidate aborigène Helen Boyle a obtenu un score proche de 4 %. Sa campagne était centrée sur le droit des Aborigènes à la terre, un droit actuellement menacé aussi bien par les ra-



Rassemblement de masse du mouvement de la paix, en Australie, le 15 avril 1984. (DR)

cistes que par les sociétés minières. Le gouvernement Hawke a perdu le soutien des Aborigènes parce qu'il n'a pas tenu ses promesses à leur garantir un véritable contrôle sur leurs propres terres.

Des candidats situés à la gauche de l'ALP et se réclamant du socialisme ont aussi fait de bonnes campagnes dans un certain nombre de circonscriptions. Le Parti socialiste des travailleurs (SWP), section australienne de la IVE Internationale, a présenté 9 candidats dans le pays, qui ont obtenu entre 1 et 5 % des voix. La campagne du SWP a fait apparaître un intérêt certain pour les idées révolutionnaires. En plus de leur propre campagne, nos camarades ont accordé une importance spécifique au soutien au NDP et à d'autres mouvements progressistes. Dans l'Etat d'Australie du Sud, une nouvelle formation, la Campagne unie pour la paix et le socialisme (UCPS), créée pour participer aux élections, était une alliance entre le SWP, le Parti communiste australien, le Parti socialiste australien et d'autres organisations de gauche (2). Elle a présenté une liste pour le Sénat en Australie du Sud, ce qui a permis la première campagne de la gauche unie dans l'histoire récente de l'Australie. C'est là un reflet de la large discussion actuellement en cours au sein de la gauche australienne sur les perspectives d'action commune.

Jim Percy, secrétaire national du SWP, commentant les résultats dans le numéro du 5 décembre de l'hebdomadaire du parti, *Direct Action*, a déclaré que le résultat des élections représentait « une victoire énorme pour le NDP, (...) qui a franchi la barrière (du système électoral antidémocratique, ndlr.) Il pourrait devenir une force de la gauche réellement viable, une force qui ne pourrait être achetée comme l'ont été les Démocrates australiens. » (3) A la différence des Démocra-

tes, selon Percy, le NDP s'appuyait sur d'anciens partisans de l'ALP qui « ressentaient le besoin de créer un nouveau parti, à la suite du tournant à droite effectué au congrès national de l'ALP. Toute la dynamique du NDP est différente de celle des Démocrates. C'est une menace pour l'establishment. C'est pour cela que les partis de cet establishment transfèrent leurs voix vers les Démocrates et non vers le NDP. La réussite du NDP face à tous ces obstacles constitue un tournant important de la vie politique australienne. Maintenant, il faut affronter les tâches de consolidation et de création d'un parti national viable, sur des bases démocratiques, avec une vraie autonomie locale et disposant de la capacité de prendre des initiatives à ce niveau. »

Le succès du NDP fut un coup dur pour le gouvernement Hawke sur un front, mais celui-ci risque de se trouver confronté à d'autres défis. Des syndicalistes deviennent de plus en plus réticents sur la question des salaires et sur d'autres questions sociales. La pièce maîtresse de la stratégie économique du gouvernement travailliste depuis les élections de mars 1983 a été l'accord sur les prix et les salaires conclu entre l'ACTU et l'ALP, accord qui est pour l'essentiel destiné à limiter les augmentations de salaires. Cet accord a été l'élément principal qui a permis à la bureaucratie syndicale de freiner les luttes ouvrières depuis 18 mois. Les statistiques

2. Le Parti communiste australien est sur des positions politiques semblables aux courants eurocommunistes ailleurs. Le Parti socialiste australien, d'orientation pro-soviétique, est né d'une scission du PCA en 1971.

3. Les Démocrates australiens constituent un parti né d'une scission du Parti libéral en 1977. Ils se sont fait une certaine image progressiste, surtout autour des questions écologiques, mais sans rompre avec leurs origines politiques bourgeoises.

montrent que la courbe des grèves est à son niveau le plus bas depuis 15 ans.

Depuis un an, les salaires ont été effectivement gelés, à travers un système d'indexation contrôlé par la Commission d'arbitrage, de manière à empêcher qu'il y ait des revendications salariales en dehors du cadre des négociations officielles menées au niveau national tous les six mois, un système qui est truqué par la manipulation de l'indice des prix à la consommation destinée à sous-estimer les augmentations réelles des prix. Certains syndicats, y compris la puissante Fédération des travailleurs de la construction, ainsi que le plus petit Syndicat des travailleurs de l'alimentation, se sont mobilisés malgré ce système et ont été confrontés aux attaques non seulement des patrons, mais aussi du gouvernement travailliste, de l'ACTU et d'autres syndicats. Ces syndicats ont été menacés de perdre leur enregistrement légal, ce qui aurait impliqué, en fait, de perdre leur droit de représenter leurs adhérents.

Il est à noter que le gouvernement travailliste de Hawke a pu s'attaquer aux syndicats plus facilement que le gouvernement libéral-national précédent, justement à cause de la « relation privilégiée » entre l'ALP et les syndicats. On peut également observer des manifestations de combativité dans d'autres syndicats, notamment ceux du secteur public. De tels développements pourraient créer des problèmes en 1985, pour la négociation de l'accord salarial et pour le gouvernement.

Tout cela survient dans un contexte de difficultés économiques qui s'annoncent pour l'année qui vient. Pour 1984, les travailleurs ont pu se vanter, comme autant d'indices de la réussite de leur programme de redressement capitaliste, d'une croissance économique record, d'un taux d'inflation en baisse, d'une réduction supplémentaire du nombre de chômeurs, et d'un haut niveau de bénéfices pour les entreprises. Mais des statistiques récentes montrent une baisse de la production industrielle, et d'autres indices industriels indiquent un probable ralentissement sérieux de l'économie en 1985. Avec les signes de stagnation de l'économie américaine, les perspectives pour l'économie australienne sont sombres.

La combinaison de problèmes économiques, un regain de la combativité syndicale et la montée du sentiment antiguerre parmi la jeunesse mettent sérieusement en question la stratégie économique du gouvernement travailliste, celle de stabiliser le capitalisme australien par le biais d'une politique de collaboration de classes pratiquée sur une période étendue. Le défi devant lequel se trouvent la gauche et le mouvement ouvrier est celui de savoir unifier les diverses forces radicalisées par la crise en un mouvement capable de poser une alternative crédible à la politique pro-bourgeoise du travaillisme. ■

Jim McILROY,
Sydney, le 20 décembre 1984.

La position du SWP

La déclaration présentée ci-dessous est parue dans le numéro du 21 décembre 1984 de Direct Action, hebdomadaire du Parti socialiste des travailleurs (SWP), section australienne de la IVe Internationale, pour expliquer l'attitude de nos camarades par rapport aux élections générales du 1er décembre 1984. La déclaration contient les consignes de vote du SWP. Ce dernier a appelé à voter d'abord pour ses propres candidats et, en Australie du Sud, pour la liste Campagne unie pour la paix et le socialisme, et ensuite pour le Parti pour le désarmement nucléaire ainsi que pour trois candidats indépendants. Enfin, le SWP a appelé les électeurs à voter pour le parti travailliste là où il n'y avait pas de candidats à gauche de ce parti, et à lui donner de toute façon leur deuxième voix.

Le gouvernement travailliste de Hawke n'a rien fait pour défendre les droits et le niveau de vie des travailleurs. A peu près la seule chose qu'on puisse dire en sa faveur, c'est que les libéraux auraient été encore plus durs. Mais, en réalité, les travailleurs n'ont pas agi de façon différente des gouvernements libéraux de ces dernières années. Sous leur gouvernement, nous avons assisté aux réductions du salaire réel les plus importantes depuis des décennies et le taux de chômage est presque aussi élevé qu'il ne l'a jamais été auparavant. Les dépenses sur l'éducation et la santé ont été réduites et l'Australie a une politique étrangère tout aussi guerrière que celle des libéraux, qui conduisit le pays au désastre que consista sa participation à la guerre du Vietnam.

Sous ce gouvernement travailliste, l'Australie exporte l'uranium qui sera utilisé pour des têtes nucléaires, elle accueille des bases militaires, des bateaux de guerre et des bombardiers nucléaires des Etats-Unis et elle fournit l'assistance économique et militaire à des dictatures parmi les plus brutales du Sud-Est asiatique.

Bien qu'il y ait très peu de travailleurs qui aient envie que le gouvernement travailliste tombe et que les libéraux reviennent au pouvoir, beaucoup sont dégoûtés d'avoir à voter pour une politique à tel point anti-ouvrière.

LE PARTI POUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE (NDP)

Heureusement, il existe une alternative. En votant pour le Parti pour le désarmement nucléaire et en donnant leur deuxième voix au Parti travailliste (ALP), les électeurs peuvent donner un avertissement à ce dernier sans courir le risque de favoriser une victoire libérale. Un vote

pour le NDP aux élections pour le Sénat peut signifier à l'ALP que les Australiens ne soutiennent pas sa politique internationale agressive. Nous ne voulons pas être liés à la machine de guerre US. Les bases US ne garantissent pas notre sécurité. Ce sont des bases de guerre désignées à fournir des informations pour permettre aux Etats-Unis de frapper en premier dans une guerre nucléaire. Elles nous lient de façon irrévocable à cette machine de guerre.

Le maintien de l'alliance avec les Etats-Unis est presque certaine de nous impliquer dans d'autres guerres du type de celle du Vietnam. Il faut absolument dire au gouvernement travailliste qu'une telle politique n'est pas acceptable. La politique internationale agressive des travailleurs découle logiquement de leur politique intérieure. Il est quasi inévitable que l'austérité chez soi aille de pair avec la guerre à l'étranger. Le projet de Hawke est d'obliger les travailleurs à payer la crise économique capitaliste et à subir les souffrances qu'elle entraîne.

L'accord sur les prix et les revenus entre l'ALP et l'ACTU (principale confédération syndicale australienne) a permis une offensive acharnée contre les salaires, les droits démocratiques et les conditions de travail des salariés. Ce n'est pas par hasard que des lois antisyndicales (...) sont toujours en vigueur deux ans après l'arrivée au pouvoir des travaillistes. Pire, ces lois ont été appliquées contre le mouvement syndical depuis que Hawke est au pouvoir. La réalité, c'est que ce gouvernement travailliste veut tenir le mouvement syndical pieds et mains liés, pour qu'il ne puisse pas défendre les droits et le niveau de vie des travailleurs. Il agit ainsi parce qu'il a tout misé sur la tentative de faire augmenter les bénéfices des patrons, à partir de la prévision erronée que les travailleurs en tireront des avantages plus tard. Les travaillistes ont réussi à faire augmenter les bénéfices. Beaucoup de sociétés font des profits record. Bien sûr, si les salaires sont tenus en-dessous du taux d'inflation — comme cela a été le cas —, les profits vont augmenter. Mais cela n'a pas eu pour conséquence la création d'emplois et cela ne pourra pas en être ainsi.

Au niveau international, le système capitaliste connaît une récession économique qui n'a pas l'air de toucher à sa fin. Bien qu'il y ait eu beaucoup de bruit autour de la récente reprise économique, celle-ci a finalement été assez faible. Il y a eu un tassement du taux de chômage, mais celui-ci n'a pas baissé. Le taux de chômage reste à environ 8 %, ce qui rend insignifiant le taux de 2 % qui avait fait

tomber le gouvernement libéral de Billy Mc Mahon en 1972. Maintenant, il y a une récession qui commence aux Etats-Unis et notre pays ne va pas échapper à ses conséquences. Sous le deuxième gouvernement Hawke, le chômage va encore augmenter.

Il est important de dire au Parti travailliste qu'on ne veut pas de son gel des salaires, qu'on ne veut pas de ses lois anti-syndicales, qu'on ne veut pas de ses réductions des dépenses sociales.

LE PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS (SWP)

Le Parti socialiste des travailleurs se présente dans neuf circonscriptions pour les élections à la Chambre des représentants, en défendant une politique de défense des droits et du niveau de vie des travailleurs contre les effets de la dépression capitaliste.

Le SWP soutient aussi des positions antiguerre, telles que celles défendues par le Parti pour le désarmement nucléaire. Aussi est-il important que l'Australie dise aux Etats-Unis qu'elle ne soutient pas la guerre de Ronald Reagan contre les peuples d'Amérique centrale. Le Nicaragua et le Salvador doivent être laissés tranquilles pour qu'ils puissent régler leurs propres affaires. Leurs peuples ont le droit de décider de quel type de gouvernement ils ont envie, sans ingérence de la part des Etats-Unis.

Le SWP dit que ce ne sont pas les travailleurs qui sont responsables de la récession et que ce ne sont pas eux qui doivent être obligés de la payer. La crise est de la responsabilité des sociétés qui ont fait des bénéfices énormes depuis des décennies. Et pourtant, leur première réponse à cette crise est de faire payer les travailleurs en les licenciant.

Il existe des mesures qui peuvent protéger les emplois, les droits et le niveau de vie des travailleurs dans une période comme celle qu'on vit actuellement, telles que le versement d'une certaine somme aux travailleurs mis au chômage technique de manière à rendre les licenciements très coûteux pour les sociétés, une politique qui favorise l'embauche des travailleurs subissant une oppression spécifique (femmes, Aborigènes, etc.) et qui permette des sanctions contre les sociétés ayant des pratiques discriminatoires envers eux.

Nous ne sommes pas obligés de vivre avec le chômage. Un niveau d'imposition plus élevé sur les grandes sociétés et une réduction des dépenses militaires permettraient plus de dépenses pour des travaux publics créateurs d'emplois. Mais les travaillistes ne sont pas prêts à prendre en compte de telles orientations. Cela dérangerait trop de dirigeants de sociétés et d'autres grippe-sous qui ont l'oreille de Bob Hawke et de sa bande.

Le SWP a avancé plusieurs propositions de ce genre au cours de la campagne

électorale. Le principe qui les sous-tend est qu'il faut donner la priorité aux droits et au niveau de vie des travailleurs. Ceux-ci ne peuvent pas être tenus pour responsables des problèmes de l'économie capitaliste.

Le gouvernement de Hawke dit exactement le contraire. Il dit que nous devons tous payer pour l'avarice et la myopie d'un nombre minuscule de gens qui siègent dans les conseils d'administration et ne ressentent que de la façon la plus indirecte les conséquences de leurs actions. Dans le même temps, nous autres nous sommes obligés de subir des bas salaires, des conditions de travail dangereuses ou le chômage.

Le SWP dit que des récessions comme celle qu'on vit actuellement ne sont pas nécessaires. Une planification économique socialiste pourrait les éliminer. Beaucoup de gens ne croient pas que le socialisme représente une alternative viable à l'heure actuelle, mais il n'y aura jamais une alternative si on ne la construit pas.

Un vote pour le SWP et la deuxième voix aux travaillistes, ce sera un vote pour une politique socialiste pour défendre les droits des travailleurs. C'est un vote pour le type de parti ouvrier dont nous avons besoin pour défendre sérieusement nos droits démocratiques et notre niveau de vie. C'est un premier pas vers la construction d'une véritable alternative socialiste.

POURQUOI VOTER TRAVAILLISTE ?

Etant donné les résultats minables du gouvernement Hawke, beaucoup des électeurs travaillistes traditionnels s'interrogent pour savoir s'il faut même voter travailliste. La très grande majorité du Parti pour le désarmement nucléaire est formée d'électeurs travaillistes déçus, et pourtant il y en a beaucoup qui pensent à donner leur deuxième voix aux Démocrates.

Le problème qui résulte de cette situation est que les alternatives proposées par cette élection sont soit un gouvernement libéral soit un gouvernement travailliste. C'est le choix qui est posé et il faut choisir les travaillistes. Voter libéral, ce serait comme si on donnait un fouet aux patrons en leur disant de ne pas se gêner et de l'utiliser quand ils en ont envie.

Si les libéraux reviennent au pouvoir, ce serait beaucoup plus difficile de défendre les droits syndicaux et démocratiques, il y aurait une offensive encore plus acharnée contre les salaires. Les Démocrates ne constituent pas une alternative. Ils sont simplement des libéraux scissionnistes. Sur la plupart des questions importantes, ils s'allient avec les libéraux. Leur politique écologique représente simplement un camouflage.

La façon de voter travailliste en disant à l'ALP qu'on attend qu'il défende les droits des travailleurs au lieu de s'attaquer à eux, c'est de voter pour des candidats progressistes et de donner son deuxième vote à l'ALP. ■

Direct Action,
Sydney, le 21 décembre 1984.

Quatrième Internationale



SOMMAIRE — NUMERO 15 — NOVEMBRE 1984

Editorial :

L'épopée des mineurs britanniques 3

Turgut Taylain :

Etat et capital dans la Turquie contemporaine 9

Bloque Socialista :

Un programme révolutionnaire pour la République

dominicaine 27

(Larges extraits du programme adopté par le congrès du
Bloque Socialista, organisation dominicaine avec laquelle la IVE
Internationale entretient des relations fraternelles)

Salah Jaber :

Révolution permanente et dictature du prolétariat (de la
Commune de Paris au Nicaragua sandiniste) 43

(Longue étude qui traite de problèmes politiques et théo-
riques fondamentaux débattus aujourd'hui dans la IVE Inter-
nationale et dans d'autres secteurs du mouvement révolution-
naire)

Les producteurs agricoles et la révolution

Interview de Daniel Nunez, président de l'UNAG

LA réforme agraire nicaraguayenne a profondément transformé les structures de la propriété et de l'économie rurales de ce pays (1). La propriété latifundiste, définie comme étant constituée par des propriétés de plus de 500 manzanas (1 manzana équivaut à 0,7 hectare), ne représente plus que 12 % des terres cultivées contre la moitié avant la révolution, mais réalise le 25 % de la production agricole. Les petits et moyens producteurs, y compris ceux qui sont organisés dans les coopératives de crédit et de services, représentent 60 % des terres cultivées et 45 % de la production agricole. C'est à ces deux secteurs que s'adresse l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG). Cette organisation, créée en avril 1981 à l'initiative du FSLN, joue un rôle essentiel pour mobiliser les producteurs privés derrière la révolution sandiniste. L'UNAG organise essentiellement les petits et moyens producteurs, mais comme l'explique son président Daniel Nunez dans l'interview qui suit, elle est aussi ouverte aux grands producteurs qui acceptent de collaborer avec la révolution et de produire dans le cadre de ses priorités. D'après Nunez, l'UNAG organise 90 % des producteurs du pays, et ceci

après trois ans d'effort pour convaincre ceux qui étaient auparavant affiliés aux organisations liées au COSEP. (2)

Daniel Nunez est un militant chevronné du FSLN, auquel il a adhéré en 1972. Venu d'une famille de grands éleveurs, ses terres furent confisquées au moment de son arrestation par Somoza en 1972. Libéré en décembre de cette année-là avec d'autres militants du FSLN, parmi lesquels Daniel Ortega, suite à une prise d'otages somozistes par un commando sandiniste, il a rempli des missions internationales pour le FSLN avant de rentrer au Nicaragua pour participer à l'insurrection finale, en 1979. Après la chute de Somoza, il a refusé la restitution de ses terres que lui avait proposé le nouveau gouvernement. Ensuite, il fut responsable du MIDINRA (ministère du Développement agricole et de la réforme agraire) dans les départements de Jinotega et de Matagalpa, durement frappés par les incursions de la « contra ». Il a été élu président de l'UNAG lors de son assemblée générale de juillet 1984. Cette interview a été accordée à Ellen Kratka et José G. Perez et est parue dans le numéro du 4 février 1985 de la revue *Intercontinental Press* publiée à New York.

« INTERCONTINENTAL PRESS » :
Quand tu parles des grands producteurs, tu fais référence à quel type de gens ?

Daniel NUNEZ : — Les grands producteurs au Nicaragua dirigent leurs fermes de loin. Ce sont des gens qui vivent dans les villes. Ils ont leurs gérants dans les fermes, mais ils ne s'y rendent que durant les week-ends ou tous les quinze jours. Ils ne participent pas directement au travail. Ils restent essentiellement dans le cadre de la politique du COSEP. En même temps qu'ils sont producteurs, ce sont aussi des marchands. Il y a certains propriétaires terriens qui sont aussi médecins ou avocats. Les grands producteurs représentent 10 % des producteurs de ce pays.

Nous avons aussi les petits et moyens producteurs, ceux qui gardent une relation directe avec la campagne et qui y vivent. C'est là qu'ils grandissent, c'est là qu'ils meurent. Parmi eux, il y a les membres des coopératives.

Parmi les grands producteurs, il y a les producteurs patriotes, dont les positions sont différentes de celles des autres grands producteurs. Bien qu'ils soient des grands producteurs, ils ont conservé une relation directe avec la terre, et la dynamique de leur travail à la campagne fait qu'ils sont en réalité des paysans riches, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas quitté leur classe, qu'ils ne se sont pas séparés de la production en allant dans les villes. C'est un secteur très important, qui existe surtout dans certaines régions.

— La différence entre le producteur patriote et, comment dirais-tu ...

— ... ceux que nous pourrions caractériser comme des producteurs non-patriotes affiliés au COSEP ...

— ... n'est donc pas seulement une différence d'attitude politique, mais aussi une différence dans les liens avec la campagne ?

— Oui, la vérité est que ces producteurs affiliés au COSEP sont ceux qui étaient à l'extérieur du pays, qui voyageaient à l'étranger et qui ont reçu une éducation différente, tandis que les autres grands producteurs dont je te parle, ce sont ceux qui habitent la campagne. Il y a des producteurs patriotes qui pourraient avoir une maison dans la ville de Matagalpa, mais qui passent plus de temps dans la ferme qu'à Matagalpa. Il y a l'exemple de Samuel Amador (3), un riziculteur dont l'habitation est dans son centre de production.

— C'est-à-dire que les fermes pourraient avoir la même échelle de production, mais que ce sont les liens avec la campagne qui différencient leurs propriétaires ?

— Ce sont les attitudes, parce que le mode de vie forme l'attitude. Ces gens qui vivent à Managua avaient plus facilement accès à la culture, à la bonne société, aux clubs, à tous les comforts et à toutes les déformations que ce mode de vie porte avec lui. Ce fut toujours ce secteur politique, ici à Managua, qui dirigeait et dominait la province. C'était eux qui dictaient la politique à suivre, qui géraient et dirigeaient les producteurs.

Mais avec le triomphe de la révolution, avec la naissance de l'UNAG, cette dernière organisation commença à avoir un impact grâce à une série de mesures qui ont été adoptées. Ces secteurs ont complètement perdu le pouvoir qu'ils détenaient à la campagne.

— Quelles étaient les organisations des grands producteurs ?

— UPANIC, CAFENIC et FAGANIC (4) sont les organisations des riziculteurs, des producteurs de coton et de café et des éleveurs de bétail.

— Et qui dominait ces organisations ?

— L'ambassade des Etats-Unis les contrôlait. C'était la politique de la Banque interaméricaine de développement et l'ambassade américaine qui contrôlait ces groupes d'entrepreneurs pour qu'elles puissent répondre à un intérêt commun. Ces

1. Sur la réforme agraire, voir l'article de Jaime Wheelock, « Théorie et pratique de la réforme agraire », paru dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984, ainsi que le dossier « Nicaragua », paru dans *Inprecor* numéro 182 du 22 octobre 1984.

2. COSEP (Conseil suprême de l'entreprise privée). Organisation principale du patronat nicaraguayen.

3. Samuel Amador est le plus grand riziculteur du Nicaragua. Bien qu'il ne soit pas membre du FSLN, il a été élu à l'Assemblée constituante sur la liste du Front, dans la 6^e région, aux élections du 4 novembre 1984.

4. L'Union des producteurs agricoles du Nicaragua (UPANIC) fait partie du COSEP. Le CAFENIC, qui regroupe des producteurs de café, et le FAGANIC, qui organise des éleveurs, sont, eux, affiliés à l'UPANIC.



Le travail aux champs. (DR)

organisations étaient même unies dans une trinité : la famille Somoza, les libéraux et les conservateurs (5) ou, pour l'exprimer autrement, l'Etat, le Capital et l'Eglise. Et quel était le but de cette trinité ? Diriger les orientations sociales et économiques du pays.

— Est-ce que ces organisations ont aussi dominé, à une certaine époque, les paysans moyens ?

— Oui, c'est exact. Comment ont-elles fait cela ? A travers les banques. Elles avaient à leur côté la Banque d'Amérique et la Banque nicaraguayenne, qui étaient engagées dans les groupes d'entreprise conservateurs. Ces banques contrôlaient les exportations. Par exemple, à Matagalpa, elles possédaient un nombre important de maisons commerciales qui accumulaient le café pour l'exporter elles-mêmes. Et puis, elles disposaient du pouvoir politique, social et économique. Elles partageaient le pouvoir avec Somoza.

— Quand la révolution a remporté la victoire, comment tout cela a-t-il changé ?

— La révolution a nationalisé leurs banques, enlevant un des maillons de la chaîne de leurs affaires et de leur pouvoir. Maintenant, la révolution contrôle les exportations de ce pays, c'est-à-dire le café, la viande bovine, le coton et le sucre, les principales exportations agricoles. Maintenant, avec la naissance de l'Etat révolutionnaire, ils se trouvent sans toutes ces sociétés d'affaires qu'ils possédaient.

Ainsi, dans la pratique, la révolution les a maintenant privés de leur pouvoir.

— Dans le cas concret du paysan riche, du grand producteur patriotique, une des choses que nous avons noté au cours de la période précédant l'assemblée nationale de l'UNAG, a été l'importance que vous donniez à l'idée que ces secteurs aussi devaient faire partie de l'UNAG. Ils devraient être inclus dans les

projets de la révolution, et non automatiquement identifiés avec la réaction.

— Bien sûr, l'UNAG est, je dirais, une organisation large. Elle est, comme son nom l'indique, l'Union nationale des agriculteurs et des éleveurs. Et qui doit faire partie de l'UNAG ? Ceux qui avaient honte du somozisme, ceux qui n'étaient pas impliqués dans le vol, la contrebande, les tripots ou la prostitution, les éléments non corrompus, parce que nous avons besoin de construire une organisation prestigieuse. Ici, nous ne voulons ni les opportunistes ni les fainéants. Nous ne voulons pas non plus des gens qui veulent que nous résolvions leurs problèmes, mais plutôt ceux qui veulent affronter leurs problèmes ensemble avec nous.

Nous disons donc que l'UNAG a de la place pour ces secteurs-là. Elle a même de la place pour ceux qui sont capables de dire qu'ils avaient tort et qui admettent, maintenant, que la révolution est un bien pour tout le monde. Mais nous ne pouvons pas admettre ceux qui sont partisans de l'agression, ceux qui sont favorables à l'intervention, ceux qui soutiennent la politique de déstabilisation, parce que nous ne pouvons pas joindre Dieu au Diable.

— Est-ce que cette campagne pour attirer le grand producteur patriotique représente un changement de la position de l'UNAG ?

— Nous avons déjà travaillé sur ces orientations, parce que la révolution n'a pas été faite pour disperser, mais plutôt pour rassembler ceux qui sont prêts à forger une nouvelle société. Donc, nous devons faire de la place pour tous les hommes de bonne volonté qui sont prêts à marcher ensemble dans ce processus.

Auparavant, ces orientations n'avaient pas été faites de manière aussi ouverte que maintenant. Néanmoins, à l'assemblée nationale de l'UNAG, nous avons

élargi ce qui avait été jusque-là une petite ouverture. Pourquoi ? Pour pouvoir faire la révolution. Nous aspirons à unir tous les producteurs de ce pays. Nous espérons même qu'un jour ceux qui sont membres du COSEP se rendront compte qu'ils ont eu tort et qu'il est temps de corriger leurs erreurs.

— Est-ce qu'il y a eu quelques changements par rapport aux paysans riches, qui ont conduit à l'importance nouvelle donnée à leur rôle dans l'UNAG ?

— Bien sûr. Surtout, nous nous sommes débarrassés d'une certaine confusion qui avait existé. Par exemple, dans le passé, nous parlions seulement des petits et moyens producteurs. Mais nous partons du fait que nous ne voulons ni de petits ni de moyens producteurs. Nous voulons de grands producteurs, parce que plus nous produisons, plus le pays sera riche. La révolution a été faite non pas pour amener la dégradation, mais plutôt pour créer de la richesse sociale dans tous les secteurs.

Donc, qu'est-ce qui se passait avant ? Si nous avions une politique favorisant les petits et moyens producteurs, cela signifiait que nous situions la question de la production dans le mauvais cadre. Notre problème, c'est le sous-développement de la production et de la productivité. Nous avons les capacités de mettre encore un million de personnes au travail de la terre au Nicaragua. Nous avons quelques vallées, ici, qui prises ensemble représenteraient l'équivalent de la vallée de San Joaquin en Californie. Pourtant, même pas 10 % des meilleures terres agricoles sont exploitées.

Quelles sont les conséquences d'une dictature ? L'arriération. Elle freine le développement, et c'est cela qu'a fait Somoza ici. Il freinait le développement du pays pour maintenir son propre pouvoir.

— Est-ce que les paysans riches utilisent de la main-d'œuvre ?

— Oui, toute l'année. Il y a des paysans riches qui emploient jusqu'à 500 travailleurs au moment de la récolte du café et du coton, et, durant toute l'année, à part les récoltes, jusqu'à environ 200 travailleurs.

— Et des gens comme ceux-là peuvent être membres de l'UNAG ?

— Oui, pourquoi pas ? Si ce paysan est un patriote, il est membre de l'UNAG. Exactement comme il y a des prêtres dans la révolution, tels que Miguel d'Escoto, Ernesto et Fernando Cardenal (6). Cette

5. Le Parti libéral était contrôlé par le régime somoziste. Le Parti conservateur représentait les intérêts de la bourgeoisie anti-somoziste. L'assassinat de son président, Pedro Joaquín Chamorro, le 10 janvier 1978, a joué un rôle de détonateur dans la lutte contre la dictature. Ce qui reste de ce parti est aujourd'hui organisé dans le Parti conservateur démocratique, qui a fait un score de 14 % aux élections pour l'Assemblée constituante du 4 novembre 1984.

6. Miguel d'Escoto est ministre des Relations étrangères, Ernesto Cardenal est ministre de la Culture, et son frère Fernando est ministre de l'Education.

révolution est en train d'apporter une contribution au monde sur ces questions. Le cadre ne doit pas être celui des questions philosophiques, mais celui qui se base sur la conduite des hommes. Ce n'est pas important que ces hommes soient athées, marxistes ou chrétiens, ce qui importe, c'est leur comportement dans la vie. Parce que ce qui est important, ce n'est pas ce qu'on croit ou ne croit pas, mais ce qu'on fait.

— Cette situation ne conduit-elle pas aux tensions entre les grands producteurs patriotes qui sont membres de l'UNAG et les petits paysans qui sont aussi organisés dans l'UNAG et qui pourraient travailler pour les grands producteurs ?

— Non. Au Nicaragua, le travailleur rural et le paysan qui exploite ses propres terres sont pratiquement deux choses séparées. Avec l'octroi de 2 millions de manzanas de terres à la paysannerie pauvre, tout le monde qui le désire peut exploiter sa propre terre. Donc, la paysannerie semi-prolétarienne — ceux qui possèdent de la terre et vendent aussi leur force de travail — a presque cessé d'exister. Pourquoi ? Parce que le paysan a maintenant accès au crédit et aux services de l'Etat (équipements, etc.)

— Y a-t-il eu des tensions avec l'Association des travailleurs de la campagne, l'ATC ?

— L'ATC organise tous les travailleurs ruraux qui vendent leur force de travail. Nous avons, je dirais, certaines contradictions par rapport au fait que nous demandions que les travailleurs produisent plus. Dans un pays en révolution, il faut travailler, travailler et encore travailler.

Ainsi, à l'assemblée nationale de l'UNAG, Edgardo Garcia, président de l'ATC, a lu un document appuyant les revendications de l'UNAG. Les normes salariales pour les travailleurs agricoles, qui viennent d'être publiées, sont le résultat d'un travail commun entre le ministère du Travail, l'UNAG et l'ATC (7). Pourquoi ? Parce que ce qui nous intéresse, ce qui donne à l'homme sa dignité, c'est le travail. Rien ne rend plus digne l'homme que le travail, rien, absolument rien.

Si nous étions en train de créer une classe ouvrière qui n'aurait pas l'esprit de sacrifice, qui ne serait pas capable de comprendre que dans une révolution il faut travailler davantage, si nous tombions dans le paternalisme, nous ferions couler l'économie de ce pays.

— La réforme agraire n'a-t-elle pas eu un effet important sur la disponibilité de la main-d'œuvre dans les campagnes ?

— Il y avait un chômage incroyablement dans ce pays. Il y avait du chômage sous Somoza parce que Somoza ne garantissait pas le travail. Quand la révolution a triomphé, il y avait un nombre important

de chômeurs. Quand on leur a donné de la terre, ils se sont mis à travailler.

Ici, à Managua, il y a toujours un problème : il y a plus de marchands que de producteurs. Il nous faut nous débarrasser des « buhoneros » (8), des spéculateurs, de tous ces fainéants. Qu'ils aillent travailler la terre, sinon on ne va pas avancer.

— Est-ce que c'est l'escalade de l'agression qui a conduit à redéfinir la conception large que vous avez de la composition de l'UNAG ?

— Non, l'UNAG est née avec cette conception, mais le problème a été que les dirigeants de l'UNAG ont manqué de force pour faire prévaloir leur orientation.

— Donc, il s'agissait plutôt du fonctionnement de l'UNAG elle-même que du développement et de l'évolution du processus révolutionnaire ?

— L'UNAG a été la première organisation à être créée après la révolution. L'ATC existait déjà avant, l'AMNLAE (organisation des femmes, ndlr.) existait déjà, mais l'UNAG n'existait pas, elle est née avec la révolution. Et pourquoi est-elle née ? Pour créer une organisation qui serait capable de répondre aux intérêts des producteurs, qu'ils soient petits, moyens ou grands. Pour moi, tout le monde, de celui qui produit 50 kilos de marchandise à celui qui en produit 50 000, est producteur. C'est cela qui est important.

— Est-ce qu'il y a eu des contradictions entre les grands producteurs patriotes et les petits et moyens producteurs ?

— Avec les travailleurs salariés agricoles, il y a eu des contradictions, mais avec les petits et moyens producteurs, il n'y a pas eu de problème, parce que ce qui les tient ensemble, c'est une attitude, celle de l'honnêteté. Ici, nous jugeons les producteurs pratiquement, sur la base de leur honnêteté. Donc, il n'y a pas de problèmes. S'il y en avait, les petits producteurs diraient : « Nous n'acceptons pas les grands producteurs ».

— A l'assemblée de l'UNAG, tu proposais que l'UNAG fasse preuve de plus de fermeté dans ses relations avec les entreprises du MIDINRA.

7. Ces normes salariales sont basées sur une articulation entre des échelles de salaire de base homogènes au niveau national pour tous les travailleurs agricoles faisant le même type de travail et un système de primes liées à la productivité.

8. Les « buhoneros » sont des petits marchands qui font du commerce import-export. Ils sont actuellement soumis à une limitation des importations d'une valeur de 1 500 dollars par mois. Bien qu'en théorie ils soient censés acheter des produits d'importation avec les revenus qu'ils gagnent de la vente des produits ni-



Des paysans montrent avec fierté leur titre à la terre, c

— C'est exact. Pourquoi ? Parce que ce sont des entreprises qui produisent, indépendamment du fait que ce sont des entreprises d'Etat. Et nous devons être vigilants sur ce qu'elles produisent en tant qu'entreprises productrices. Si elles produisent mal, il faut savoir pourquoi.

caraguayens à l'étranger, ils les achètent en réalité souvent avec des dollars achetés sur le marché noir à Managua à des taux de change allant jusqu'à 350 cordobas le dollar, alors que le taux officiel est de 28 cordobas, ce qui fait augmenter brusquement les prix des produits importés pour refléter le taux de change sur le marché noir. Le ministère du Commerce intérieur négocie actuellement avec les représentants des « buhoneros » pour essayer de rétablir un certain degré de contrôle sur ce secteur du commerce extérieur.



séquence de la réforme agraire. (DR)

tions de producteurs et quels sont vos rapports avec elles ?

— Nous avons des rapports avec elles au niveau individuel, parce qu'il y a des producteurs qui sont membres de l'UPANIC ou de la CAFENIC, qui y sont pour des raisons historiques, mais qui se sont brusquement rendus compte que ces organisations ne vont pas résoudre leurs problèmes, parce qu'elles défendent d'autres intérêts. Nos rapports avec elles en tant qu'organisations sont des rapports conflictuels. C'est parce que nous défendons des positions différentes. Elles défendent la réaction et nous, nous soutenons et défendons la révolution.

— Est-ce qu'il y a des gens affiliés à la fois à l'UNAG et à ces autres organisations qui font partie du COSEP ?

— Non. Soit on est membre de l'UNAG, soit on ne l'est pas. Nous ne pouvons pas accepter de double affiliation, parce que ce faisant nous serions malhonnêtes. Cependant, il y a des producteurs qui ont été avec eux et qui sont maintenant avec nous.

— Les trois partis bourgeois qui participent aux élections ont critiqué la réforme agraire sur la question des titres donnant droit à la terre, pour savoir si ce sont des titres d'usufruit ou de propriété. Ces partis disent que ce sont en réalité des titres de location qui peuvent être confisqués. Comment l'UNAG répond-elle à cela ?

— Le problème du Nicaragua n'est pas un problème de pénurie de terre, mais de capacité à travailler la terre. La révolution est plus sérieuse que ce que pensent ces gens-là. Ce qui est donné ne sera pas confisqué par la suite.

Ainsi, si nous donnons un titre dans le cadre de la réforme agraire, c'est parce que ce titre appartiendra au paysan à jamais. Il n'y a qu'une seule condition qui est posée : il pourra le perdre s'il est mal-

honnête avec le système financier ou s'il ne travaille pas la terre. Donc, il y a une condition, celle d'exploiter la terre.

— Peuvent-ils vendre la terre ?

— Ils peuvent la remettre à leurs enfants, mais non pas la vendre, parce que cela serait incorrect. Il est incorrect de donner un cadeau à quelqu'un pour qu'il puisse le vendre. Ils peuvent la donner à leurs enfants, à leur femme, à leur famille, au sein du noyau familial, mais à personne d'autre.

— Est-ce que cela protège les paysans du danger de perdre leurs terres par saisie d'hypothèque ?

— Oui. Le gouvernement a annulé les dettes, a annulé 500 millions de cordobas de dettes pour les producteurs d'aliments de base.

— Le gouvernement ne peut-il pas dire au paysan : « Votre récolte est mauvaise, mais vous possédez votre terre, vendez-la pour survivre » ?

— Mais il s'agit de faire des lois qui protègent le paysan. Cet exemple que tu viens de donner est atroce, parce que de toute façon, cet homme produit pour le pays. Il produit pour assurer l'alimentation du pays.

— Cette mesure interdisant la vente des terres ne rend-elle pas inquiets les paysans riches ?

— La terre que la révolution a donné aux paysans à travers la réforme agraire ne peut pas être vendue, mais s'il a sa propre terre, il peut la vendre. Si un grand producteur privé veut vendre ses terres, il les vend.

— Autrement dit, les seules terres qui sont nationalisées, ce sont les terres de l'Etat et celles de la réforme agraire ?

— Mais la question des crédits, des engrais, de la semence, des investissements ...

— Il faut agir avec fermeté pour tout ce qui concerne les crédits, le financement, les services, la technologie, tout. Le problème est qu'il faut faire en sorte que l'Etat soit plus dynamique. Parce que si la production n'avance pas, elle pourrit ; si elle n'avance pas, elle recule. Ainsi, si telle entreprise est censée me fournir des services mais qu'elle me bloque, je dois la faire bouger pour qu'elle me laisse avancer et qu'elle me fournisse les services en question.

Les orientations sont impératives. Nous ne pouvons pas poser des exigences aux producteurs et au COSEP si nous ne les posons pas aux producteurs d'Etat.

— Quelles sont les autres organisa-



La campagne de vaccination contre le tétanos. (DR)



Paysan nicaraguayen. (DR)

— Oui, celles que le gouvernement octroie. Parce qu'ici, il y a de l'entreprise privée et une économie mixte.

— Est-ce que la question des titres et des certificats de non-expropriabilité a été résolue maintenant ? (9)

— Une loi de non-expropriabilité est à l'étude. Mais nous n'allons pas non plus donner un certificat de non-expropriabilité à un fainéant, à un bon à rien, ou à quelqu'un qui décapitalise ou envoie à l'étranger les richesses du pays. Donc, cela dépend de la manière dont il exploite la terre.

Il y a des producteurs qui disent : « Ne me donnez pas de titre. Si je suis un bon travailleur, je n'ai pas besoin d'un titre. » Ceux qui demandent le plus les certificats, ce sont les 10 % qui ne sont pas affiliés à l'UNAG. Et pour la plupart, ils utilisent cette question à des fins politiques, ils ne sont pas concernés par le fait que les petits et moyens producteurs reçoivent des titres de non-expropriabilité.

— Donc, sur les deux questions, celle des titres de non-expropriabilité et celle de savoir si les titres de la réforme agraire vont être changés, ni l'une ni l'autre ne rendent inquiet le paysan ?

— Absolument pas. Ecoutez, si la paysannerie ne faisait pas confiance à la révolution, nous serions finis. ■

Propos recueillis pour
Intercontinental Press,
Managua, le 9 octobre 1984.

9. Le gouvernement discute actuellement de l'opportunité d'octroyer des certificats de non-expropriabilité, pour réitérer une promesse des sandinistes, que la réforme agraire ne toucherait pas les terres — quelle que soit leur étendue — des producteurs qui continueraient à la travailler de manière efficace et sans décapitaliser leurs propriétés.

MADAGASCAR

La médecine FMI et la collaboration de classe au secours de l'Etat néo-colonial

LE « mai malgache » de 1972 est demeuré dans les mémoires comme le puissant mouvement de masse qui a balayé le régime pro-impérialiste de Philibert Tsiranana et du Parti social-démocrate (PSD). Il a, par ailleurs, favorisé l'émergence d'une gauche anti-impérialiste essentiellement représentée, dans les années qui ont suivi, par le MFM (Parti pour le pouvoir prolétarien).

La reprise en main impérialiste a pris du temps à se dessiner. Certes, le mouvement de masse avait déjà été dépossédé de sa victoire par l'installation de l'armée au pouvoir, qui est intervenue le 18 mai 1972, après 4 jours d'émeutes et une grève générale. Mais le reflux du mouvement de masse a été exceptionnellement lent, donnant même lieu, jusqu'à ces dernières années, à plusieurs sursauts localisés.

Par ailleurs, les gouvernements successifs des généraux Ramanantsoa (1972-1975), Ratsimandrava (du 5 au 11 février 1975) et Andriamahazo (de février à juin 1975), ont tous totalement échoué dans leurs tentatives d'unifier les classes dirigeantes. Il a fallu attendre juin 1975 pour qu'un embryon de consensus institutionnel prenne forme autour du capitaine de frégate — aujourd'hui amiral — Didier Ratsiraka et au sein de l'appareil d'Etat néo-colonial élargi à d'autres secteurs de la petite-bourgeoisie.

La rhétorique socialisante et tiers-mondiste de l'équipe dirigeante a obtenu le soutien et la participation du noyau pro-soviétique membre de l'AKFM (Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar) — ce parti fournit, depuis 1975, des ministres au gouvernement —, ainsi que l'appui du MFM et, à un degré moindre, du MONIMA (Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar). Ce verbiage a servi à alimenter l'image prétendument anti-impérialiste du régime, mais il ne résiste pourtant pas à l'épreuve des faits et de l'analyse de la réalité de la politique de la classe dirigeante malgache.

Toute la démarche de Ratsiraka a résidé et réside dans le verrouillage du champ politique par l'intégration à son régime des partis légaux constitués avant sa prise du pouvoir (1). De fait, le FNDR (Front national pour la défense de la révolution) regroupe sept organisations politiques et est le cadre obligatoire et unique de toute activité politique légale (cf. encadré p. 19). L'AREMA (Avant-garde de la révolution malgache), parti du président, fabriqué de toutes pièces en 1975, est largement hégémonique au sein de ce front.

La tentation du parti unique qui anime aujourd'hui les dirigeants d'Antananarivo, en même temps qu'une ouverture au capitalisme international, sont franchement entamées à partir de l'intervention du Fonds monétaire international (FMI) et sur la base des aveux d'échec faits par le MFM et le MONIMA. Mais ce tournant se heurte au fait que l'unification des classes dirigeantes et la stabilité du régime néo-colonial de Ratsiraka restent des leurres.

Pierre SIDY

Déficit permanent de la balance commerciale (7 milliards de francs malgaches — fmg — en 1970, 18 en 1971, 10 en 1972) (2), dette extérieure de 116 millions de dollars, assujettissement financier et monétaire à la zone franc (avec, en particulier, la libre transférabilité des capitaux), PIB absolument léthargique, sous-développement généralisé de l'économie, déséquilibres régionaux, tels sont les traits principaux de la situation économique léguée par le régime pro-impérialiste de Tsiranana aux régimes militaires, à partir de 1972.

Maints observateurs se sont vivement réjouis des mesures prises à Madagascar quand Ratsiraka était ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa de 1972 à 1975, et depuis qu'il a instauré son régime « socialiste », à savoir, entre autres, la sortie de la zone franc (1973), la nationalisation des

banques, des assurances et des entreprises « stratégiques » (1975), la politique volontariste d'investissement à outrance (depuis 1978). Ils y voyaient la confirmation de leur analyse de la nature « non capitaliste » de ce régime.

En 1984, l'aggravation du déséquilibre économique et financier, l'extrême misère des masses, rappellent pourtant la barbarie léguée par le régime néo-colonial du PSD, qui était resté au pouvoir depuis l'octroi de l'indépendance juridique par Paris, en 1960, jusqu'aux événements de mai 1972.

ECHEC SUR TOUTE LA LIGNE

Dans l'agriculture — qui occupe 80 % de la population et intervient pour 40 %

1. Le PSD, devenu PSM (Parti socialiste malgache) a été mis hors-la-loi en février 1975 pour avoir trempé dans l'assassinat du chef de l'Etat de l'époque, le général Ratsimandrava.

2. 1 fmg valait 0,02 francs en 1972. Il en vaut aujourd'hui 0,0145.

dans le PNB et pour 80 % dans les recettes d'exportation —, la croissance de la production a considérablement chuté depuis 1975, jusqu'à se chiffrer aujourd'hui à 0,6 % par an. A l'origine de cette catastrophe, les coups d'arrêt vite donnés par le régime militaire à la réforme agraire déjà très limitée dans ses objectifs et à la politique de mise en place de coopératives dans la paysannerie, politique qui a en grande partie tourné au clientélisme d'une part, subi les effets du bureaucratisme et de la corruption qui caractérisent les sociétés d'Etat chargées de la collecte des produits, d'autre part, sans compter les coups portés par la chute des cours sur le marché mondial.

Concrètement, on assiste à une baisse des exportations agricoles (café, vanille, girofle) et à une augmentation des importations de riz. Ces dernières ont passé, de 1978 à 1982, de 180 000 tonnes à presque 350 000 tonnes, soit l'équivalent de 700 millions de fmg, soit 3,7 % du PNB, parce que le tonnage de riz collecté a constamment chuté (222 115 tonnes en 1979, 107 946 en 1983). En somme, l'excédent de la balance commerciale agricole, qui était de 6,5 % du PNB en 1981, est tombé à 2,4 % en 1982. D'un autre côté, l'indice de la production industrielle, après avoir stagné de 1974 à 1978, puis après avoir commencé à chuter en 1979 (115,7) est descendu, depuis 1981, au-dessous de l'indice de base de 1970 (100). Les difficultés d'approvisionnement en matières premières et en pièces détachées dues au déficit de la balance des paiements n'expliquent pas tout. Il y a aussi la corruption et la gabe-gie généralisées dans la gestion des entreprises nationalisées.

Le taux d'utilisation de la capacité de production a enregistré, de 1979 à 1981, une baisse de 15 % (de 75 % à 60 %). Même l'industrie textile comportant, entre autres, trois complexes modernes employant au total plus de 10 000 travailleurs, a enregistré une baisse de 15 % de sa production à partir de 1981. L'exemple de la Brasserie STAR, dont la production de bière et de boissons gazeuses a notablement baissé en 1982, illustre encore mieux cette incapacité. Les matières importées par cette usine, à savoir le malte, le sucre, la farine, les pièces détachées, les bouteilles, le gazole, n'ont pu être achetées, entre décembre 1981 et avril 1982, que pour l'équivalent de 190 millions de fmg de sorties de devises autorisées, alors qu'il en aurait fallu 800 millions au minimum.

La mise au chômage technique est devenu le lot commun des entreprises. Ainsi, des entreprises d'Etat, comme la fabrique de sacs en jute FITIM de Mahajanga (1 000 travailleurs) et les constructions navales SECREN d'Antsiranana, mais aussi des entreprises privées comme la Savonnerie tropicale (qui vient de licencier 150 ouvriers sur un effectif de 400), fonctionnent à moins de 30 % de leur capacité. Par ailleurs, des usines nouvelles démagogiquement installées en 1982 pour servir de thème de propagande lors de la campagne pour les élections

présidentielles, n'ont pratiquement pas eu d'activité jusqu'à ce jour.

L'exode rural massif lié à la misère dans les campagnes, une « bidonvillisation » accélérée des villes (la capitale, Antananarivo, avec sa périphérie immédiate, compte actuellement presque un million d'habitants, alors qu'au milieu des années 1970, elle en comptait moins de 500 000) et le développement du chômage urbain, s'ajoutent à la pénurie des produits de première nécessité et à une augmentation annuelle de 20 à 30 % des prix depuis 1979.

Le PNB par habitant, qui était de 1 650 francs français en 1982, a connu une baisse annuelle régulière de 1,6 %. Il se confirme aujourd'hui que le revenu réel par habitant est à la limite du seuil de pauvreté. D'ailleurs, la FAO, organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, signalait des cas de famine dès 1982.

La fameuse politique volontariste d'investissement à outrance, inaugurée en 1978 — c'est-à-dire au moment où le déficit de la balance des paiements était à son minimum de 0,2 % — et qui visait à satisfaire les clientèles de notables ethniques et régionaux du régime, a vite provoqué, dès 1979, un accroissement très significatif du déficit des finances publiques et une dégradation très accélérée de la balance des paiements courants. Actuellement évaluée à 1,56 milliards de dollars, la dette publique malgache représente 55 % du PNB. La situation de cessation de paiement est intervenue dès 1981 et, dans sa foulée, a été ébauchée l'ouverture au capital impérialiste associée à l'acceptation d'une série d'accords de confirmation de prêts avec le FMI.

ACCORDS AVEC LE FMI ET RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES : LA SURVIE D'UN RÉGIME

Le premier accord de confirmation date de juin 1980 et a porté sur 64,5 millions de dollars en droits de tirage spéciaux (DTS) (3). Il a avorté très vite pour non réalisation du programme, côté malgache. Le régime Ratsiraka n'osait pas, à ce moment-là, prendre le tournant d'une manière trop tranchée, certaines de ses composantes, comme l'AKMF et le MFM étant encore très réservées, d'autres étant formellement hostiles, comme le MONIMA, nouvellement réintégré au Front national.

Le deuxième accord, portant sur 109 millions de DTS date d'avril 1981. Du type de celui qui a contribué à faire tomber le gouvernement de gauche de Michael Manley en Jamaïque, en 1980, il préconisait la compression stricte des dépenses budgétaires, la restriction du crédit, une limitation des hausses salariales, un relèvement des prix agricoles et une dévaluation de 15 % du franc malgache.

Le troisième accord, d'un montant de 72 millions de DTS (dont 21 de financement compensatoire) appliqué en 1982 était encore plus agressif, puisqu'il préconisait, outre le plan de stabilisation, de nouvelles limites au déficit bud-

gétaire, la suppression des subventions étatiques aux produits de première nécessité, la limitation des hausses salariales à 4,5 % par an, une deuxième dévaluation de 15 % du franc malgache, la non création des 6 000 emplois prévus pour cette année-là (par démagogie électorale), l'encadrement du crédit et le renouvellement des taux d'intérêts (le taux d'escompte passant de 8 à 12,5 %), la limitation des nouveaux emprunts extérieurs et la réduction des arriérés de paiement.

Cette politique d'austérité, le gouvernement malgache s'est empressé de l'appliquer bien avant la conclusion de l'accord, pour montrer sa volonté d'allégeance vis-à-vis de ses créanciers. Et, en mars 1982, il décide une hausse de 87 % du prix du riz, de plus de 100 % de la farine, de 80 % du pain, etc. Ajoutées aux problèmes de ravitaillement et à l'agitation scolaire et estudiantine, ces mesures impopulaires ont immédiatement provoqué des mobilisations populaires de protestation, durement réprimées à Antsiranana et dans l'île de Nosy-Be. Ni le MFM ni le MONIMA, orientés tous deux par une politique de soutien au régime, mais qui étaient plus ou moins impliqués dans ces manifestations, n'ont voulu ni su les capitaliser. La direction du MFM a pratiquement désavoué le mouvement (soi-disant manipulé par les Sud-Africains) et ses militants qui y avaient participé furent condamnés à des peines d'emprisonnement, tandis que le MONIMA ne présentait qu'une alternative confuse aux diktats du FMI et sombra dans des alliances électoralistes plus que louches avec l'opposition de droite (PSD).

La ratification des accords de confirmation avec le FMI aura permis au régime d'Antananarivo d'obtenir auprès de ses créanciers le rééchelonnement de ses dettes à court terme. Cette année, après l'aval du FMI, la situation se présente comme suit :

— le Club de Londres (4) a accordé à Antananarivo un délai de 6 ans, avec 2 ans de différé (1983 et 1984), pour 110 millions de dollars de dettes à court terme, et de 8 ans, toujours avec le même différé de 2 ans, pour 60 millions de dettes à moyen terme ;

— le Club de Paris a échelonné sur 11 ans, avec 5 ans de différé, les 160 millions de dollars de dettes malgaches à son égard.

Après déductions, les dettes à long terme du gouvernement malgache se chiffrent donc en ce moment à 1,23 milliard

3. Monnaie de réserve émise par le Fonds monétaire international, dont la base est constituée, depuis 1981, par un « panier » des monnaies des pays dont les exportations de biens et de services en 1975-1979 ont été les plus importantes (dollar US, mark allemand, franc français, yen japonais et livre sterling).

4. Le Club de Londres et le Club de Paris rassemblent les banques occidentales créancières des gouvernements des pays dominés.

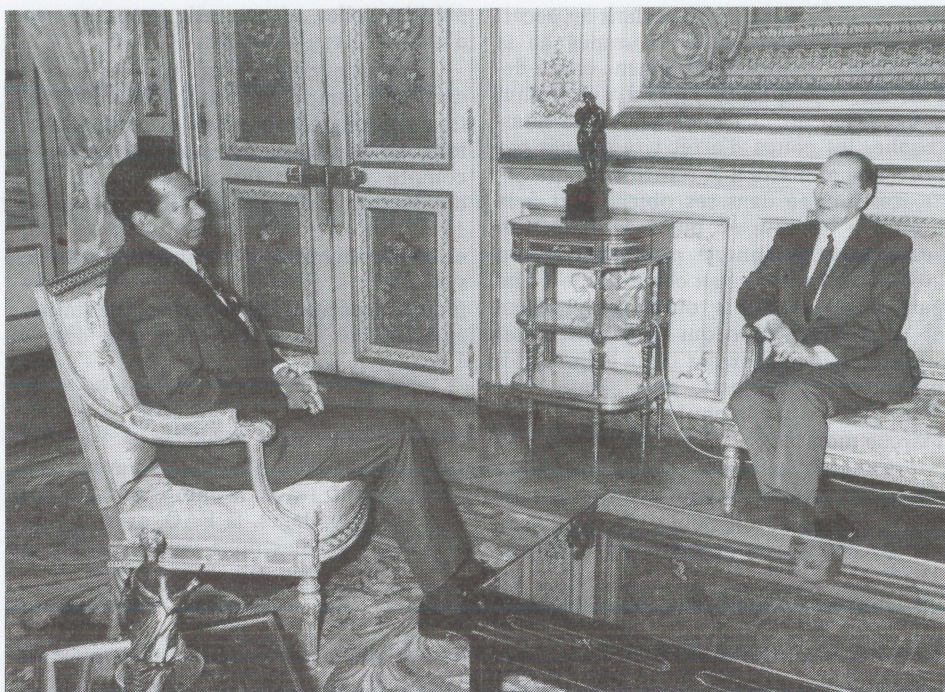
de dollars, ce qui représente dix fois le montant de l'ensemble de la dette publique malgache en 1972.

On le voit, le rôle du FMI dans le processus qui a mené à la situation actuelle a été capital. En appliquant sa médecine déflationniste, il forçait les classes dirigeantes à limiter quelque peu leur gabegie mais, dans le même temps, il leur donnait sa caution auprès de leurs créanciers. Les diktats du FMI, loin d'être cet épouvantail que Ratsiraka et consorts agitent pour se justifier devant les masses, sont véritablement une perche tendue aux classes dirigeantes pour la sauvegarde de l'Etat néo-colonial. C'est là une constante de la politique du FMI, en tant que coordinateur du refinancement des débiteurs en difficulté. Dans l'esprit des experts du FMI, « *étrangler un débiteur par des coûts financiers trop élevés est dangereux* ».

DYNAMIQUE DE RÉORGANISATION DU PROCÈS NÉO-COLONIAL

Mais, à partir de l'application de la médecine du FMI et des négociations pour le rééchelonnement des dettes, c'est tout un tournant que le régime malgache prend depuis peu. Il s'agit d'une évolution conforme à la dynamique de réorganisation du procès néo-colonial déjà mis en route depuis les années 1970 dans quelques pays. Dans certains pays clefs pour la domination impérialiste en Afrique, comme le Sénégal, le Zaïre, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, une nouvelle forme de domination néo-coloniale a été engagée depuis une dizaine d'années. « *Ventes d'usines clefs en main et intégration des pétrodollars des pays arabes pétroliers, aides au développement des petites et moyennes entreprises (PME) à la périphérie des grands ensembles industriels, stricte limite de ce processus à quelques pays, voilà le schéma directeur* » (5). La condition en est que les pays en question bénéficient à la fois d'une stabilité politique relative et d'infrastructures substantielles déjà acquises dans le cadre de la politique néo-coloniale des années 1960. Mais cette politique se mène aujourd'hui dans des conditions financières différentes. Les impérialistes veulent rentabiliser leur aide et souffrent des faibles disponibilités financières des Etats d'Afrique noire.

Il s'agit alors d'opérer une rationalisation des investissements impérialistes, de l'aide aux PME et de l'intervention de l'Etat. Le développement des PME constitue le modèle de tissu économique national. Cela implique le développement partiel d'une industrialisation par un changement d'affectation des investissements impérialistes, de l'agriculture vers des secteurs précis de l'« industrie ». D'où la réalisation de grands aménagements portuaires, des lignes ferroviaires transcamerounaise et transgabonaise, de barrages, etc. Mais, surtout, l'intégration régionale sera réalisée systématiquement dans le cadre d'un développement inégal et combiné entre les pays clefs et les autres, c'est-à-dire que les projets commerciaux prendront une envergure nettement plus large que celle des trafics localisés.



Ratsiraka reçu à l'Elysée par Mitterrand, en 1984. (DR)

Madagascar, fleuron du néo-colonialisme français en Afrique dans les années 1960 par le biais du régime pro-impérialiste de Tsiranana, est devenu un pays à hauts risques pour les investissements étrangers à partir de 1972, en raison de la vivacité du mouvement des masses et du début de structuration d'une gauche anti-impérialiste — en l'occurrence la constitution du MFM — et de la politique du régime. Ce pays est resté structurellement un pays néo-colonial, mais, pour des raisons politiques, il est substantiellement resté, durant dix ans, en marge des investissements impérialistes. Le recul relatif du mouvement des masses lié à la trahison de la direction du MFM et à l'opportunisme de celle du MONIMA, qui ont considérablement favorisé la réorganisation partielle de l'appareil d'Etat néo-colonial par le régime Ratsiraka, ouvre depuis la fin des années 1970 de nouvelles perspectives à l'impérialisme, dans un contexte tout à fait différent de celui de la première décennie de l'indépendance. Dans cette hypothèse, l'impérialisme fera son possible pour que Madagascar redevienne un maillon important de sa domination dans la région sud-ouest de l'océan Indien, en l'intégrant dans le schéma de réorganisation du procès néo-colonial.

PORTES OUVERTES AU CAPITALISME INTERNATIONAL

Le ballon d'oxygène ayant été fourni par le FMI, on assiste actuellement à la libéralisation accélérée des prix, du commerce et du système d'importation et de change. Cette orientation va dans le sens des pressions exercées depuis deux ans par les ambassades des pays occidentaux et par les dirigeants malgaches de PME, qui réclament une rationalisation des rapports entre secteur public, secteur privé « national » et investissements étrangers.

Une coopération régionale entre Madagascar et l'île de la Réunion est en train

de s'organiser. Les négociations en cours entre les deux partenaires concernent, au-delà de la logique purement mercantile que laissent apparaître les commentaires de presse, les bases d'une éventuelle intégration régionale. Dans un premier temps, Madagascar deviendra un dépôt de voitures, téléviseurs et appareils ménagers d'occasion ou de fin de série, mais, à terme, les investissements français, via les hommes d'affaires réunionnais, voudront permettre aux PME de s'équiper et de se constituer éventuellement comme tissu économique national. Une industrialisation partielle n'est pas exclue, mais elle ne se fera qu'en fonction des impératifs de la domination impérialiste dans la région. Ainsi, par exemple, des usines de traitement du bois ou du bois n'auront de raison d'être à Madagascar, dans ce schéma, que pour assurer le ravitaillement de la Réunion et, en fin de compte, pour amoindrir les coûts de la domination coloniale française sur cette dernière. Le créneau est des plus larges, puisque les exportations malgaches en direction de la Réunion ne représentent encore que 1,3 % de l'ensemble des importations de cette dernière.

L'impérialisme français qui, à l'étape actuelle, fait de la Réunion une plaque tournante et un tremplin pour la défense de ses intérêts dans le sud-ouest de l'océan Indien, reste en tout cas en première ligne à Madagascar. Sa part dans le commerce avec la « grande île », après avoir chuté de 70 à 30 % lors de la sortie malgache de la zone franc en 1973, dépasse aujourd'hui 40 %. La France ne peut que gagner sur tous les tableaux à l'intensification sous sa haute surveillance de la « coopération » entre les deux îles. L'essentiel, pour la France, est de mettre en place les bases d'une intégration régionale. La constitution, en 1983, de la

5. *Afrique en lutte*, numéro 32, décembre 1977, p. 20.

Commission de l'océan Indien, regroupant Madagascar, Maurice et les Seychelles (avec la participation de la France en tant qu'« observateur »), va d'ailleurs aussi dans ce sens.

L'autre filière actuellement mise en œuvre par le capital impérialiste est la réhabilitation des entreprises axées sur l'exportation et la production de substitution des importations. Le renouvellement des équipements, la reconstitution des capacités de production et des stocks de pièces de rechange constituent des marchés juteux. Dans cette voie, de nombreux contrats viennent d'être signés, comme celui avec la CCCE (Caisse centrale de coopération économique) française, d'un montant de 3 milliards de fmg (soit 43 millions de francs) pour la réhabilitation de la raffinerie de pétrole de Taomasina. Autre exemple : un prêt de la BEI (Banque européenne d'investissements) aux PME, d'un montant de 8 millions d'écus (6), soit environ 40 millions de francs, dans le cadre de la convention de Lomé II (7).

L'exemple de la relance du tourisme international illustre très bien la démarche du gouvernement malgache encourageant maintenant la réalisation de divers systèmes de « joint-venture » (8) pour mobiliser les PME locales. Joseph Bedo,

ministre des Transports et du Tourisme, a largement justifié cette relance par le « rôle socio-économique » du tourisme, lors d'une conférence de presse du 27 septembre 1984. La réhabilitation de l'infrastructure hôtelière qui existait déjà du temps de Tsiranana, constitue la priorité en matière de tourisme : elle se fera en favorisant des associations de PME locales avec des capitaux étrangers. En ce moment même, les responsables du tourisme orchestrent une opération de racolage à l'extérieur, sur des thèmes éculés, du genre « Tropiques insolites, le Sud malgache », etc., pour attirer les capitaux étrangers.

Mais Madagascar connaît aussi un retour en force de l'impérialisme américain. L'aide « humanitaire » aux sinistrés du cyclone Kamisy (mars 1984) a consacré la normalisation des rapports entre les deux gouvernements. Le temps où la station de la NASA à Madagascar avait été confisquée par les autorités malgaches est bien loin. Le renvoi de diplomates américains pour faits de subversion est oublié. L'administration américaine met aujourd'hui les bouchées doubles. Des officiers malgaches sont actuellement en stage de formation aux Etats-Unis. Une centaine de bateaux américains vont incessamment

être mis sous pavillon (de complaisance) malgache. Le gouvernement américain vient de faire un don alimentaire de 3,354 milliards de fmg, soit environ 48 millions de francs (10 000 tonnes de riz et 1 000 tonnes d'huile) après l'important prêt de 1983 pour l'achat de riz. Par ailleurs, les deux gouvernements discutent des conditions d'une intégration de Madagascar dans un groupe de pays que les Etats-Unis financeraient plus particulièrement et plus substantiellement. Enfin, plusieurs compagnies américaines (comme Amoco International, qui vient d'obtenir des concessions off-shore pour la recherche de pétrole dans le delta du Zambèze au Mozambique) sont bénéficiaires, avec d'autres sociétés étrangères, de contrats de prospection et de forage de pétrole sur les côtes malgaches... Criblé de dettes, le régime d'Antananarivo vit de l'espoir de la rentabilisation des gisements de schistes bitumineux, des éventuelles découvertes pétrolières et des réserves potentielles d'uranium, et s'empresse de les brader d'avance.

La consécration finale de l'ouverture tous azimuts du régime malgache au capitalisme international sera constituée par la prochaine promulgation, fin 1984 ou début 1985, d'un nouveau code des investissements, qui annulera les restrictions en vigueur depuis 1973 dont, entre autres, l'obligation pour les sociétés étrangères d'établir leur siège à Madagascar. Ce nouveau code devrait attribuer aux investisseurs étrangers des avantages fiscaux et la possibilité de libre circulation, qu'ils exigent, des capitaux et des dividendes.

MFM ET MONIMA : AVEUX D'UN ÉCHEC

Mais, dans l'attente de la promulgation de ce code et de nombreux investissements étrangers, on parle déjà en haut lieu d'un projet de blocage des salaires... et aussi d'un projet d'établissement, dans une partie du nord de l'île (traditionnellement plus riche que les autres régions), d'une zone franche industrielle où, entre autres, les Sud-Africains seraient de nouveau dans le coup, par Mauriciens interposés (9). Paradoxalement, le fait que ces deux projets soient envisagés, nous rensei-

LE FRONT NATIONAL ET SES COMPOSANTES

— FNDR (Front national pour la défense de la révolution). Front de collaboration de classe créé en 1975, cadre obligatoire de toute activité politique légale. Regroupe les 7 partis énumérés ci-dessous, qui soutiennent le régime.

— AREMA (Avant-garde de la révolution malgache). Créé en 1976, parti du président (115 députés sur 137).

— AKFM-KDRSM (Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar). Fondé en 1958, il a pour base la petite-bourgeoisie tananarivienne, mais sa direction comporte une aile pro-soviétique, ce qui fait que cette formation a toujours bénéficié de bons rapports avec la bureaucratie soviétique. L'AKFM a constitué l'opposition parlementaire de collaboration de classe au régime PSD. Il dispose aujourd'hui de 9 députés.

— MFM-MFT (Parti pour le pouvoir prolétarien). Dirigé par Manandafy Rakotonirina. Issu de mai 1972, il a représenté, à ses débuts, un effort de structuration d'une gauche anti-impérialiste. Après être passé par une période ultra-gauche, il a réintégré le Front national en 1977 et développe, depuis, une ligne de soutien sans faille au régime. Il compte 4 députés.

— VITM (Vonjy iray tsy mivaky - Salut dans l'unité nationale). Créé en 1973 par le colonel Ratsimandrava, ancien protégé de Tsiranana et rival de Ratsiraka et qui a mené la répression du soulèvement paysan de 1971 dirigé par le MONIMA. Assassiné en 1975. Le Vonjy regroupe des anciens du PSD ralliés au régime après 1972. Il compte 7 députés.

— MONIMA Ka Miviombio (Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar). Créé par Monja Jaona en 1958. Nationaliste et maoïsant, le MONIMA fut un opposant irréductible à Tsiranana avant de s'acoquiner avec certaines fractions du régime Ramanantsoa (1972-1975), dont celle de Ratsiraka, qui bénéficia de son soutien durant son premier mandat présidentiel jusqu'en 1977. Monja Jaona s'est présenté contre Ratsiraka aux présidentielles de 1982. Il compte 2 députés.

— VS MONIMA (Parti socialiste MONIMA). Groupuscule issu d'une scission du MONIMA en 1978. Il se situe dans la mouvance de l'aile droite de l'AREMA.

— FIDEKMA-KMTP. Groupuscule démocrate-chrétien créé en 1971. Appendice du MFM depuis 1972.

L'AREMA, le MFM, le Vonjy, le MONIMA Ka Miviombio et le VS MONIMA envoient des délégations aux congrès du PS français. Le MFM est proche du CERES, le Vonjy proche de ce qui reste de la vieille SFIO. Le PCUS, le PCF et les PC pro-soviétiques en général invitent à leurs congrès principalement l'AKFM et secondairement le MFM et le MONIMA.

6. ECU (European Currency Unit, unité de monnaie européenne). Unité monétaire constituant l'élément central du système monétaire européen, entré en vigueur en 1979 et dont le but est de limiter les fluctuations des monnaies des pays participants. 1 ECU vaut 157,678 fmg, soit 6,79 francs français (au 6 février 1985).

7. La convention de Lomé est un accord de type néo-colonial qui lie la CEE et 63 pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP). Signé en 1975, il fut renouvelé en 1979, d'où le nom de Lomé II. Voir l'article de Claude Gabriel, « La convention de Lomé, un mécanisme de pillage impérialiste », dans *Inprecor* numéro 171 du 16 avril 1984.

8. Entreprises créées par l'association du capital impérialiste et des capitaux locaux des pays dominés.

9. Un projet analogue concernant la baie de Narinda, dans le nord-ouest malgache, avait été conçu en 1971 par le régime PSD sous l'égide des Sud-Africains. Il avait produit une scission au sein du PSD et du gouvernement de l'époque et avait finalement avorté.

gne sur la fragilité du consensus qui existe au sommet de l'appareil d'Etat. En effet, Manandafy, dirigeant du MFM, si coopératif qu'il se montre en voulant appliquer une stricte politique d'austérité, risque à tout moment de se trouver en porte-à-faux entre, d'une part, le désir d'assujettissement extrême à l'impérialisme que commencent à avancer de larges secteurs des classes dirigeantes, et, d'autre part, le personnel politique petit-bourgeois qui est étroitement lié aux avantages bureaucratiques offerts par l'importance et la place des entreprises étatisées dans l'économie. « *Madagascar ne sera ni Hong-Kong ni Singapour* », disait Manandafy au mois d'octobre dernier (10). Le problème n'est pourtant pas de choisir entre l'austérité et la zone franche, les deux choses étant organiquement et rigoureusement liées. Il réside plutôt dans les compromissions de la direction du MFM dans toute cette réorganisation du procès néo-colonial. C'est tout un processus de trahison des aspirations et des luttes des travailleurs et de la jeunesse qui est en question. C'est l'agression caractérisée qu'elle mène contre les droits des travailleurs, le treizième mois, le pouvoir d'achat, la sécurité de l'emploi (qui sont, dans son esprit, autant de batailles à courte vue), qui est aujourd'hui en cause. Par exemple, le MFM n'a pratiquement pas réagi devant le fait que le total des deux hausses de salaires de cette année reste absolument insignifiant face à la flambée des prix.

Manandafy et la direction du MFM, au nom d'une politique démobilisatrice d'union sacrée, de participation responsable et d'austérité, se sont opposés à toute initiative allant dans le sens de la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat des masses laborieuses qui constitue le préalable à tout projet anticapitaliste et anti-impérialiste.

Le 4e comité central du MFM, réuni les 14 et 15 septembre 1984, persiste et signe d'ailleurs. Le communiqué laconique repris par l'agence officielle ANTA ne dévoile rien des impasses sur lesquelles ont buté les discussions entre une direction qui voulait à tout prix approfondir sa compromission avec le régime et certains délégués qui exprimaient leurs inquiétudes sans proposer de véritables alternatives. Ce comité central fut l'aveu d'un échec plus marqué encore que celui qui avait amené, en 1977, le MFM à intégrer le Front national et Manandafy à accepter le poste de « conseiller suprême de la révolution, président de la commission de production ». Premier point qui s'est dégagé de cette réunion : le MFM est aujourd'hui prêt à accepter le parti unique, il en admet déjà le principe.

La stabilité politique du régime est une exigence de la reprise en main impérialiste. Le parti unique procède, dans tous les cas de figure, de la volonté de Ratsiraka de verrouiller le champ politique, à défaut d'assurer la stabilité politique. Le FNDR, front de collaboration de classes, pas plus que le « bipartisme » (PSD-AKFM) à la Tsiranana, n'a réussi à unifier durablement les classes dirigean-

tes. Mais le parti unique n'y arrivera pas non plus. L'impossibilité d'unification durable des classes dirigeantes est inhérente à la nature des rapports qui existent entre ses différentes fractions dans un contexte de subordination généralisée à l'impérialisme où elles ne peuvent s'affirmer relativement que l'une contre l'autre, sans compter les clivages ethniques qui existent toujours et la résurgence d'antagonismes anciens.

La thèse du MFM du parti unique, garant des institutions et gardien de la révolution, ne tient pas debout quand, aujourd'hui, la rupture entre la base et les directions du MFM s'affirme, comme c'est également le cas pour le MONIMA. De plus, cette démarche est très risquée pour le MFM, dans la mesure où cela va entamer irréversiblement sa base électorale et affaiblir son appareil. D'où les attermoissements de la direction lors du dernier comité central. Il reste que le parti unique et son prolongement syndical éventuel sont l'une des solutions bureaucratiques envisagées pour faire face à d'éventuels sursauts des masses par rapport au cours actuel pris par le régime. De toute façon, parti unique ou pas, le MFM plus que tout autre courant sera appelé à tenir un rôle de tampon entre les travailleurs et la jeunesse d'une part, et le patronat de l'autre.

Deuxième point important de ce comité central : le MFM lance un syndicat rural, le TMF (Tantsaha miavo-tena eo amin'ny fihariana - Association de paysans révolutionnaires : éleveurs, agriculteurs, forestiers, pêcheurs, artisans). Le TMF est la nouvelle mouture présentée à ce qui reste de militants MFM face à la débâcle du TM (Lutte ouvrière), syndicat créé par le parti en 1975 pour mener sa politique dans les entreprises. Les scores électoraux déplorables du TM et la désyndicalisation accrue des travailleurs rendent compte de cette débâcle. Que dire d'ailleurs d'un syndicat qui n'arrive plus à réunir que 250 personnes à Antananarivo, au dernier 1er mai, alors qu'il y a quelques années, il pouvait se vanter de mobiliser 25 000 travailleurs pour la même occasion ? Mais le fameux TMF est mort-né. Pratiquement, il ne pourra même pas prendre en charge les revendications essentielles des travailleurs ruraux, puisqu'il acceptera en son sein des exploitants agricoles détenteurs de plusieurs dizaines, voire de centaines d'hectares de terres, et ne sera finalement rien d'autre qu'un vecteur de la politique gouvernementale. La direction MFM est d'ailleurs partante depuis longtemps pour cette politique de promotion des PME, d'autant que bon nombre de ses membres dirigeants y sont compromis et que, lors des élections législatives de 1983, ce parti s'était définitivement ligué avec les notables ethniques dans les localités où il présentait des candidats. Le soi-disant attachement du MFM au « redressement économique national, condition sine qua non de l'avancée vers le pouvoir prolétarien » ne trompe personne. C'est une compromission avec le néo-colonialisme. Les professions de foi « marxistes » de Manandafy au *Quotidien*

de la Réunion sont plus que lamentables, quand on sait qu'il considère les PME, la technocratie et le blocage des salaires comme panacées et moindres maux et qu'il vient de saluer chaleureusement la création d'une école de management par la Banque mondiale et le Canada.

La direction du MONIMA de son côté, à son dernier congrès, a épuré ses rangs de ses éléments qui prônaient d'une manière très confuse la critique de ses orientations opportunistes, pour finalement intégrer des personnalités notoires liées à l'ex-PSD qui ont fait partie du comité de soutien à la candidature de Monja Jaona, dirigeant du MONIMA, aux élections présidentielles de 1982 et aux listes présentées par ce parti aux législatives de 1983. Le dernier congrès du MONIMA s'est aussi cantonné dans le thème du redressement national, et la direction du parti paye aujourd'hui sa myopie politique et l'opportunisme qu'elle pratique depuis 1972 : le MONIMA n'a revendiqué que d'une manière sectaire la démocratisation de la vie politique, et les deux députés qu'il a réussi à envoyer au Parlement sont actuellement confinés à une présence absolument marginale, tandis que le vieux Monja vient d'être débouté du procès qu'il a intenté contre le régime concernant sa mise en résidence surveillée en 1982. Tout cela se passe sans aucun soutien de masse.

Une fois de plus donc, le MONIMA autant que le MFM, continue à façonner une parure démocratique pour un régime qui interdit toute activité politique en dehors du Front national, prévoit la peine de mort à l'encontre de toute personne ayant participé à une réunion qu'il juge séditeuse, et censure toutes les informations.

LES FRACTIONS DU RÉGIME

Plus que jamais, la situation malgache actuelle montre que la marge de manœuvre des classes dirigeantes d'un pays dominé comme Madagascar est définie par le marché impérialiste. Il est possible que le régime et les PME malgaches bénéficient dans une certaine mesure de la délocalisation de certaines industries condamnées par les « restructurations industrielles » opérées par les puissances impérialistes depuis une dizaine d'années, dans le cadre de leur compétition. Mais l'ampleur de cette délocalisation en direction de Madagascar n'est pas évidente eu égard aux faiblesses historiques de l'infrastructure déjà existante sur place et à l'instabilité structurelle du régime. D'une manière générale, la réorganisation du procès néo-colonial concernant Madagascar ne prendra même pas les formes d'une véritable semi-industrialisation du pays en fonction des besoins locaux, mais restera dans les limites d'une rationalisation de l'économie d'exportation.

L'impasse de la démarche actuelle du régime malgache réside dans le fait que le

10. Interview parue dans le *Quotidien de la Réunion* du 2 octobre 1984.



Le port de Fort-Dauphin, Madagascar. (DR)

marché impérialiste ne permet plus que la reconversion des activités spéculatives d'une bourgeoisie indigène vers un développement des PME débouche sur une véritable capacité d'entreprise indépendante. Cette donnée structurelle est aggravée par la situation actuelle d'endettement du pays. De par sa nature, cette bourgeoisie malgache ne peut se défaire de sa tendance à produire une gabegie considérable et à n'investir dans des secteurs productifs qu'une très faible partie de ses capitaux.

Par ailleurs, rappelons-le encore, le retard dans l'unification des classes dirigeantes reste trop grand pour qu'on puisse encore admettre les possibilités d'émergence d'un véritable capitalisme national indépendant. L'éventuelle découverte de gisements de pétrole, fantôme des gouvernants malgaches, se produira de toute façon dans un contexte de déconfiture de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et de chute des revenus pétroliers. Là encore, la bourgeoisie malgache aurait dû s'y prendre dix ans plus tôt. Mais, à l'époque, alors que la prospection des côtes malgaches était déjà assez avancée, les capitaux étrangers fuient Madagascar pour les raisons que l'on sait. Les mois et les années à venir risquent donc encore de ramener au premier plan la guerre des fractions de ces classes, attisée par la compétition entre les gouvernements occidentaux. C'est la perspective d'un remaniement gouvernemental qui se précise. Apparemment, Manandafy risque d'en faire les frais, puisqu'il semble être un bouc émissaire dans la compétition entre la France et les Etats-Unis. En réalité, Manandafy, grâce à ses orientations jugées « réalistes », l'implantation encore relativement opérationnelle de l'appareil de son parti (11) et ses positions opportunistes par rapport à la question du parti unique, semble s'être acquis un soutien de la technocratie, des PME et du FFKM (Conseil œcuménique des églises chrétiennes) contre la majorité gouvernementale actuelle.

Paris cherche à déstabiliser l'alliance que Manandafy essaye d'établir depuis un an avec certains groupes qui ont depuis longtemps l'appui des Etats-Unis et qui ont la haute main sur les technocrates et les PME. Ce sont notamment les groupes de Razakaboana (ancien ministre des Finances et du Plan, actuellement conseil-

ler suprême de la révolution et principal dirigeant de l'aile droite minoritaire de l'AREMA) et de Rarivoson (ancien ministre de l'Economie, actuellement PDG du Fonds national d'investissement) et le groupe d'Andriamanerasoa (conseiller spécial du président et chef de file des jeunes technocrates initiateurs du tournant actuel). Ces deux groupes bénéficient en tout cas du soutien de la grande bourgeoisie d'Antananarivo qui, jusqu'ici, s'est toujours écrasée devant Ratsiraka, et de l'ensemble des hiérarchies ecclésiastiques chrétiennes regroupées dans le FFKM. Cela ne veut pas dire que Paris ne s'appuie que sur la majorité actuelle de l'AREMA, qui est largement déconsidérée par ses échecs, ni sur les sensibilités proches de l'ex-PSD. Paris veut en fait limiter les risques de dérapage qu'occasionnerait un affrontement entre les fractions en présence.

DÉNONCER LE RÉGIME NÉO-COLONIAL DE RATSIRAKA

Le tournant actuel du régime malgache, caractérisé par une politique d'austérité et d'ouverture au capital impérialiste, ne pourra qu'aggraver la situation déjà précaire des masses laborieuses, accentuer les déséquilibres régionaux, etc. La politique d'austérité mise en œuvre sur la base du consensus institutionnel imposé par Ratsiraka depuis 1975 n'est que la forme d'adaptation du régime malgache au procès néo-colonial. Certes, elle se fait sur fond de désarmement politique et organisationnel des masses, mais la jeunesse, les travailleurs et les paysans malgaches n'ont cessé, pendant ces dix dernières années, de surprendre les observateurs par les potentialités et la combativité qu'ils développent et expriment par moments contre le régime, sur des objectifs assez limités et souvent encore politiquement confus.

La clarification politique se précise pourtant et les multiples initiatives localisées qui, bien qu'encore loin de l'auto-organisation des masses contournent de fait le Front national et la censure et prennent en charge les aspirations culturelles et sociales, témoignent déjà d'une possibilité de résistance.

Le tournant pris par le régime d'Antananarivo est tel que l'image démocratique

et anti-impérialiste qui lui a conféré une glorification sans faille par la bureaucratie soviétique et ses appendices ainsi que par les partis de gauche occidentaux comme le PS et le PCF, est aujourd'hui largement battue en brèche dans tout le pays et à l'extérieur. Les récentes prises de position diplomatiques de l'amiral Ratsiraka affirmant qu'« une conférence destinée à faire de l'océan Indien une zone de paix ne semble pas opportune tant que tous les partenaires ne seront pas dé-cidés » (12) sont d'ailleurs plus que significatives. Fini donc le temps des ambiguïtés. En 1973, Ratsiraka était obligé, sous la pression du mouvement populaire encore très vif, de renvoyer les troupes françaises et de fermer la base de la NASA. Depuis, il n'a cessé de noyer la question de la démilitarisation de l'océan Indien dans la revendication d'une nébuleuse conférence « pour l'océan Indien zone de paix », commanditée par la bureaucratie soviétique, mollement organisée par le gouvernement indien et placée sous l'égide des Nations-Unies. La préparation de cette conférence, qui n'a jamais eu lieu, permettait à Ratsiraka et aux partis qui l'ont soutenu d'évacuer dans des protestations de principe la question de la présence militaire française à la Réunion, l'existence de bases militaires américaines à Diego Garcia, la tenue de manœuvres militaires franco-américaines régulières dans le sud-ouest de l'océan Indien, l'intervention de mercenaires aux Comores pour renverser le gouvernement d'Ali Soilih, etc. Même cette conférence qui n'arrive pas à se donner des perspectives anti-impérialistes conséquentes, mais dont se sont toujours gargarisés la bureaucratie soviétique et la direction de l'AKFM, est aujourd'hui mise de côté.

L'acceptation de fait des présences militaires impérialistes dans le sud-ouest de l'océan Indien constitue désormais une donnée fondamentale de la politique du gouvernement malgache d'ouverture au capitalisme international. Garantes de la paix impérialiste et de la survie et de la solidarité des régimes riverains néo-coloniaux, ces forces et ces installations militaires constituent un danger et une menace sérieuse contre les peuples en lutte de cette région. La solidarité internationaliste entre les peuples du sud-ouest de l'océan Indien inclut pleinement la dénonciation de tous les gouvernements ouvertement ou indirectement compromis avec l'impérialisme, entre autres le régime néo-colonial de Ratsiraka, et donc aussi la lutte pour la démilitarisation totale de cette région. ■

Pierre SIDY,
29 novembre 1984.

11. Le MFM a présenté des listes dans 86 fivondronana (préfectures) sur 110 lors des dernières élections législatives en 1983. Il est arrivé en deuxième position derrière l'AREMA au nombre de voix obtenues.

12. Conférence de presse du 18 mai 1984 à Antananarivo.

Résister au génocide de la dictature

LES dernières années, le Guatemala est devenu l'un des pays les plus connus pour ses violations des droits de l'homme, l'extermination massive de sa population indigène et la répression généralisée. Après 8 mois de vie commune, au cours de cette dernière période, avec ceux qu'on appelle « la population en résistance », Rigoberta Menchu, vétérane des luttes paysannes, ne peut que se déclarer profondément impressionnée : « *Mon peuple est admirable.* »

Les dimensions du génocide guatémaltèque entrepris par la dictature de Lucas Garcia, et poursuivie par Rios Montt puis par Mejia Victores, trois présidents qui se sont succédés au pouvoir ces dernières années, ont profondément touché l'opinion publique internationale. Un habitant sur sept a été direc-

tement frappé par la stratégie dite « *de contre-insurrection* » du gouvernement militaire, destinée à désarticuler et à anéantir « *la base sociale de la guérilla* ».

Après deux ans de repli militaire, les organisations de guérilla sont parvenues à survivre à la répression, à réorganiser leurs cadres et à mettre à nouveau en difficulté les forces gouvernementales. Ce sont les paysans, et plus particulièrement les indigènes, qui sont les principaux acteurs de la lutte populaire. C'est ce qui ressort pleinement de l'interview de Rigoberta Menchu, que nous publions ci-après et qui a été accordée à la revue nicaraguayenne *Pensamiento Propio* numéro 16, d'août 1984.

DOCUMENT

« Il est impressionnant de voir comment des dizaines de milliers de paysans sont parvenus à survivre, pendant plus de deux années, totalement en marge du système politique en vigueur, de ses structures de pouvoir, de ses formes d'organisation sociale et économique. Ces secteurs de la population qui, avec un niveau de conscience et d'organisation plus ou moins important se maintiennent au cœur des montagnes escarpées et boisées, nous les avons appelés "la population en résistance" », nous déclare Rigoberta Menchu.

L'AUTO-DÉFENSE ORGANISÉE

La résistance initiale de la population à abandonner ses lieux d'origine malgré la sauvagerie de l'armée, est incompréhensible si l'on ne prend pas en compte le sens de l'attachement à la terre dans la culture guatémaltèque, principalement indigène.

« Les gens ne pouvaient tout simplement pas abandonner leur parcelle, ils ne concevaient pas la vie en dehors d'elle, de la terre qui les vit naître, qui les a nourris et où reposent les leurs », nous dit-elle. Pendant des mois, l'armée a massacré, rasé et brûlé des petites fermes et les récoltes. Le bilan de cette politique, c'est un million de personnes « déplacées », dont la majorité est confinée dans des « hameaux stratégiques », tandis que le reste vit le long de la frontière mexicaine ou tente de survivre dans les villes et les plantations de la côte sud.

Le secteur le plus conscient politiquement s'est replié dans les montagnes et s'est organisé dans des campements. « Les campements pluri-ethniques ont posé des problèmes nouveaux. (...) Par exemple, diverses ethnies doivent coexister, alors qu'avant la guerre chacune d'entre elles vivait dans une région différente. J'ai pour ma part visité des campe-



A Chajul, dans la province du Quiché. (DR)

ments où l'on parlait jusqu'à huit dialectes en plus de l'espagnol, et où coexistaient des expressions culturelles et des formes de vie différentes. Il y avait des catholiques, des protestants, et des indigènes avec leurs propres croyances régies par la coutume, et malgré cela, on est parvenu à un respect mutuel, une fraternité. Par exemple, si les catholiques baptisent un enfant, ils le font selon leur propre rite, mais ils invitent toute la communauté et nul n'est contre le fait que l'on baptise un enfant. Les indigènes font une cérémonie différente, mais tous y assistent également. Les mariages inter-ethniques sont encore rares, mais il y en a, alors qu'auparavant il n'y en avait jamais. » La nouvelle organisation sociale résultant de cette situation a supposé la constitution d'un pouvoir propre, où se retrouvent les chefs de chaque ethnie. L'existence de chefs est pour les indigènes une tradition, mais ils n'auraient pas pu se réor-

ganiser de cette façon s'ils n'avaient pas, de plus, une grande habitude de la pratique politique. Ils coordonnent la vie du groupe, l'auto-défense, la production et la répartition des différentes tâches.

« Les hommes se consacrent au contrôle et à la surveillance de la zone, à la protection du campement, à l'envoi de messages aux autres campements d'une même région. Il existe entre eux un système de communication fonctionnel, presque aussi rapide que le téléphone. Si l'armée pénètre dans la zone par un point quelconque, elle est rapidement repérée et tous les paysans en sont avertis. Il y a un système d'alarme et de retraite, des plans d'urgence pour que la population se replie de façon dispersée et se retrouve ensuite. C'est ce qui a sauvé beaucoup de vies. »

Mais la population ne se contente pas de s'échapper. Elle possède également des formes d'auto-défense. « Les machet-

tes et les couteaux n'ont pas beaucoup d'intérêt pour se défendre, puisque l'armée possède des mitrailleuses. La population n'a d'autres armes que des pièges faits en bois très dur, aiguisés en forme de pointes. On ouvre des tranchées autour du campement aux endroits où l'on pense que l'armée passera. Chaque pieu a sa fonction. Ils sont unis les uns aux autres par des lianes, de telle sorte que quand quelque chose bouge aux alentours, les pieux sortent automatiquement et brisent aisément pieds et jambes. Ceux du camp sont les seuls à connaître le secret de ces pièges. (...) Ils n'ont même pas voulu me le confier, ce qui reflète une haute conscience des problèmes de sécurité. »

DES SEMAILLES QUI TROMPENT L'ARMÉE

Le manque d'aliments est un grave problème, mais on est parvenu à y donner une réponse collective et très intelligente. « Des camarades vont de bon matin aux provisions. (...) Toute herbe ou toute liane qui peut se cuire peut servir. D'autres se consacrent aux moissons, un peu ici, un peu là, de telle sorte que si l'armée arrive, elle peut en trouver une partie, mais il lui est difficile de tout trouver. (...) On sème du maïs, des haricots, du yuca, du malanga, mais aussi beaucoup d'autres herbes comestibles que la population a découvertes, qui paraissent pousser naturellement et que l'armée ne peut découvrir.

« Aujourd'hui dans la zone d'Ixcán, qui comprend une partie d'El Quiché et de Huehuetenango, au nord-ouest, la population est parvenue à semer non seulement des surfaces réduites de une ou deux "cordes", mais jusqu'à 200 ou 300 "cordes" dans plusieurs endroits, parce que l'armée n'y vient plus, et cela depuis que la guérilla a accru son activité. Le 9 avril 1984, la troupe s'est retirée, et le 12, les paysans ont commencé les semailles. L'Ixcán est fertile, et c'est bon pour les paysans.

« Il y a aussi une loi dans les campements. Il existe des règles décidées par la

communauté pour châtier le membre de la collectivité qui enfreindrait la discipline. Le châtiment n'est pas imposé par un chef, mais par la collectivité. Tout le monde donne son accord. Le camarade a commis telle erreur, qui va à l'encontre des intérêts de nos fils, de notre vie, de notre sécurité, et il ne faut pas qu'elle se reproduise. On discute du cas, et si le camarade répète son erreur, c'est qu'il n'a pas la volonté de se corriger. Alors il est puni. »

La responsabilité n'est pas le seul fait des hommes. « Les femmes font la cuisine pendant toute la nuit, pour que la fumée qui monte au-dessus des arbres ne soit pas aperçue de loin par les soldats. Les enfants aident mais surtout, ils se préparent pour l'avenir. Ils sont l'avenir. »

Quadrillage d'un village, à la veille des élections de mars 1982. (DR)



QUI EST RIGOBERTA MENCHU ?

Rigoberta Menchu Tun, jeune indigène Quiché, est connue dans le monde entier pour sa dénonciation permanente de la répression subie par son peuple. Sa propre vie est un exemple de l'histoire de la population indigène guatémaltèque. Née dans le village de Chimel, dans le département nord-ouest de Quiché, elle a dû travailler dès l'âge de huit ans dans les plantations de bananes de la côte sud et subir de dures conditions de misère et d'exploitation.

D'une famille combative, elle a successivement vu mourir assassinés son père, Vincente Menchu, enfermé dans l'ambassade d'Espagne en 1981, son frère, fait prisonnier, torturé puis brûlé vif devant sa famille, et sa propre mère également, torturée pendant des jours, puis abandonnée complètement mutilée parmi la population.

Très jeune, elle s'engage comme cathéchiste, « non seulement pour enseigner pour après la mort, mais aussi pour avancer sur les chemins de cette terre ». Après le martyre de son père, elle participe à la fondation de l'organisation des chrétiens révolutionnaires « Vincente Menchu ».

Quand elle fait le choix révolutionnaire, Rigoberta décide d'apprendre l'espagnol. Non seulement elle y parvient en peu de temps, mais elle acquiert rapidement une richesse de langage peu commune. C'est ce qui lui permet, à partir de 1981, de se dédier à des tâches de solidarité au niveau international. En mars 1982, elle est également nommée membre du Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP).

Elle assume actuellement des fonctions de dirigeante du Comité d'unité paysanne (CUC) et est membre de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) de constitution récente. Comme apport supplémentaire à son travail international, Rigoberta Menchu a offert le témoignage de sa vie et de sa communauté, qui a été recueilli par Elisabeth Burgos dans le livre intitulé *Je m'appelle Rigoberta Menchu, et c'est ainsi qu'est née ma conscience* (édition Gallimard), ouvrage qui a obtenu le prix « Casas de las Americas » en 1982. ■

LES ENFANTS SONT « L'AVENIR DU PEUPLE »

« A six heures du matin, ils sont déjà prêts avec leur petit paquet. L'un porte son pantalon, l'autre sa chemise, un petit récipient, un couteau, un briquet, un peu de provisions. Même s'ils n'ont que deux ou trois ans, ils sont prêts. Le petit matin est une heure dangereuse, car l'attention de la nuit se relâche aux environs du campement et l'armée peut s'approcher et intervenir par surprise. »

Pendant la journée, les enfants suivent des cours donnés par des femmes ou un responsable. « Leur ardoise, c'est la terre, leur crayon un morceau de bois. La maîtresse dicte la leçon, ils copient, elle vérifie puis, ensuite, ils effacent. Ils n'ont pas de cahier et l'enseignement est plus lent, mais cela avance. On leur apprend aussi l'histoire de leur peuple, de leur pays. » Une autre responsabilité, c'est de faire de la gymnastique. « C'est pour apprendre à marcher dans la montagne, s'ils doivent partir en courant. »

Le reste du temps, les enfants s'amuse. « Leurs jeux sont impressionnants. Les enfants ne connaissent pas d'autres jeux que la guerre. Ils s'identifient aux animaux de la nature où ils vivent, ils pensent que leur maison, c'est la seule belle maison de la montagne. »

Les enfants sont un facteur important de cohésion entre les différentes ethnies. La majorité d'entre eux apprennent les différents dialectes. « Nous le voyons bien quand ils jouent, surtout quand ils discutent. Dans l'emportement, ils oublient leur dialecte, et hop, ils parlent le dialecte de l'autre. C'est charmant de voir ça. Néanmoins, le dialecte demeure pour eux un signe important d'identité. Ils se

demandent les uns aux autres : "Tu as un dialecte ? S'ils n'en ont pas, ils leur en donnent un, comme on donnerait un nom. Les "ladinos" (descendants métissés des Espagnols, ndlr.) répondaient auparavant : "Non, je n'ai pas de dialecte." Mais maintenant, ils en ont appris un, l'ont adopté et répondent fermement : "Oui, j'ai un dialecte, c'est le mam ou le canjohal ou un autre." »

La nouvelle forme de vie de ces milliers de paysans les ont contraints à faire face avec imagination à de nombreux problèmes, notamment aux maladies qui étaient soit inconnues auparavant, soit mieux contrôlées. L'une des pires, c'est le « colmoyote », provoquée par une espèce de mouche qui pique les enfants sur la tête. « Elle dépose une larve qui se développe sous la peau, avec juste un petit trou pour respirer, suffisamment petit pour être visible. Le vers se développe à l'intérieur. Aussi longtemps que la chair n'est pas ramollie et n'a pas atteint la consistance d'un avocat, on ne peut pas l'extirper, car on n'a pas le matériel chirurgical adéquat. C'est terrible de voir les têtes des enfants pleines de vers. »

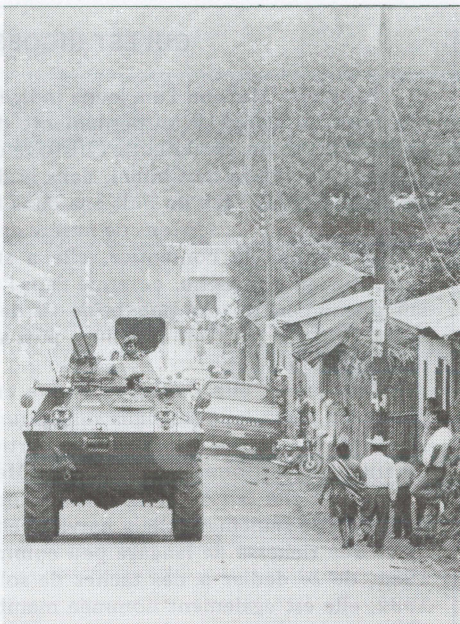
La faim, le manque de vêtements, la malaria qui est généralisée, ou le paludisme qui provoque des morts, sont aussi d'autres maux qui touchent ces communautés paysannes. « On essaye d'y trouver remède. La population cueille beaucoup de plantes et on les fait boire aux malades. Un jour l'une, le lendemain une autre, puis une autre et, en fin de compte, les gens retrouvent la santé. S'ils ont plusieurs herbes, ils ne savent pas forcément laquelle guérit ou si toutes guérissent, mais ils connaissent la recette. »

DES RÉPONSES PROPRES

Quand, à la fin de 1982, la guérilla a été obligée de se replier face à l'offensive contre-insurrectionnelle de la dictature, ce peuple, aux niveaux de conscience politique divers, plus ou moins organisé, est parvenu à donner ses réponses propres à la situation. « Ils ne m'ont pas dit s'ils se sont sentis abandonnés ou pas, s'ils ont ou pas de contacts avec les organisations révolutionnaires maintenant. Il y a beaucoup de secrets que le peuple garde au fond de son cœur. »

« Mais on peut voir certaines choses. Des gens qui disparaissent du campement puis qui reviennent, et on peut entendre des commentaires comme celui-ci : "Avant, nous ne savions pas comment se faisait la guerre, nous n'en avions pas idée. Mais maintenant, nous savons, nous avons dû nous défendre et nous avons appris qu'il y a des moments difficiles et qu'il y a des moments très beaux, au travers desquels nous sommes forcés de passer dans cette guerre." »

« La population la plus consciente comprend maintenant qu'il revient au peuple de faire la guerre, qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un fusil pour se battre contre les soldats, et qu'on peut se battre avec des pièges. C'est là un peuple qui se rebelle de façon permanente, conscient que c'est le seul moyen non seulement de



La dictature au coin de la rue. (DR)

défendre sa vie, mais aussi de résister, de défendre sa terre, ses intérêts culturels, la pensée et le sentiment collectifs, de défendre le futur.

« Cette population qui résiste attend quelque chose, car elle était et demeure la base d'appui du mouvement révolutionnaire. Elle démontre une fois de plus que ce que l'on sème au sein du peuple ne meurt jamais. » La nouvelle de la réactivation des actions de guérilla au milieu de l'année passée, dans les campagnes comme dans la capitale, s'est répandue comme une traînée de poudre dans tous les campements en résistance et a été « un motif de réjouissances parmi la population. »

LES PATROUILLES CIVILES : UNE ARME A DOUBLE TRANCHANT

La population en résistance n'est toutefois qu'une minorité parmi toute la population affectée par la répression menée par la contre-insurrection. On calcule qu'il y a environ entre 600 000 et 700 000 paysans confinés dans des hameaux stratégiques. Arrachés à leurs foyers, persécutés, dont un ou plusieurs membres de la famille ont été assassinés par l'armée, ces gens essayent également de survivre et, sous des formes différentes, ils résistent également. On estime à 50 000 ceux qui sont intégrés dans les « patrouilles civiles d'autodéfense », organisations paramilitaires contrôlées par l'armée, et à plusieurs dizaines de milliers ceux qui ont préféré émigrer vers la capitale ou dans les plantations de la côte sud-est qui produisent pour l'agro-exportation, ou le long de la frontière mexicaine.

Rigoberta Menchu raconte que la misère et la répression sont une constante dans tous les cas. Elle définit les hameaux stratégiques comme de véritables « camps de concentration. » « Ici, si l'on n'obéit pas, le châtiment peut être la mort. Au nord-ouest du pays se produisent des rébellions qui touchent des villages entiers, dont la population rejoint ceux qui sont en état de résistance, surtout depuis que l'action révolutionnaire s'est intensifiée.

« L'armée se méfie également beaucoup des patrouilles civiles. Elle a peur que cette population silencieuse, humble mais qui est en train d'apprendre les méthodes de l'ennemi, ne se retourne contre eux et ne soit infiltrée par les révolutionnaires. (...) Certains camarades des patrouilles, contactés par les organisations paysannes confirment ces peurs par leurs paroles : "Nous savions qu'un jour ils allaient revenir. (...) Ici, il y a leurs balles, leurs carabines. Nous les avons conservées pour continuer la lutte un jour." D'autres disaient : "Regarde camarade, ici nous avons appris un peu à manier les armes avec l'armée, et si un jour vous voulez commencer la guerre, nous serons là". »

LES RÉFUGIÉS : SE LEVER ET REGARDER SA PATRIE

Les réfugiés qui sont en territoire mexicain conservent un profond esprit nationaliste, assure Rigoberta. « Il faut comprendre qu'ils ne sont pas partis de leur plein gré, ni même pour défendre leur vie, pour chercher du travail ou pour vivre bien. Non ! Ils défendent beaucoup plus que ça. » Certains ont à peine franchi la frontière de quelques mètres et se sont risqués à affronter les incursions de l'armée guatémaltèque et des bandes paramilitaires. Pourquoi n'ont-ils pas été plus loin ? « Eh bien, tous les jours ils veulent se lever et regarder leur patrie. Les gens se sentent heureux près de leur patrie, de leur terre, et ici, chaque fois qu'ils veulent la voir, ils le peuvent car elle est proche. La patrie est plus importante que le danger.

« Personne ne me l'a dit, mais je peux affirmer qu'il y a des liens, une identification entre la population en résistance et la population réfugiée. Cette dernière parle de "nos frères qui défendent la terre, qui sont restés dans la montagne", pendant qu'à l'intérieur on parle de "ceux qui sont là-bas, ne dorment pas, qui reviendront un jour". C'est comme si les réfugiés du Mexique constituaient un campement de plus. En réalité, les uns comme les autres n'ont et ne peuvent avoir d'autres perspectives que celles du mouvement révolutionnaire. Cela ne signifie pas qu'ils soient des guérilleros. Non. Mais ils disent qu'ils ne peuvent retourner dans leur pays tant qu'il y aura l'armée, tant que leur patrie ne sera pas libre. Ils ne veulent pas non plus être Mexicains. (...) Et sur ces montagnes, qui peut se méprendre ? Qu'on le veuille ou non, il y a des contacts, des témoignages qui circulent sur ce que ces gens vivent partout. Même si la propagande officielle dit le contraire, ils savent que l'armée continue à assassiner, que les hameaux stratégiques de certaines zones se révoltent contre les militaires, qu'il y a des grèves et des mouvements de quartier dans les villes, et que chaque fois plus, on écoute et on entend parler des "muchachos" de la montagne et de la capitale. Partout, beaucoup attendent le moment. »

Propos recueillis par Pensamiento Propio, Managua, numéro 16, août 1984.

La position du FMLN-FDR après la rencontre d'Ayagualo

LE 31 janvier 1984, dans le cadre de la préparation des élections présidentielles de mars 1984, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) rendaient publique la proposition d'un gouvernement provisoire de large participation (1). Dans la logique de cette démarche, ils ont accepté la proposition du président José Napoleon Duarte, faite en automne 1984, d'une rencontre qui a eu lieu le 15 octobre dans la ville de La Palma (2). Suite à cette première rencontre, une deuxième a eu lieu le 30 novembre dans la ville d'Ayagualo. A cette dernière occasion, le FMLN-FDR a fait de nouvelles propositions se situant dans le cadre du document du 31 janvier 1984. Le communiqué du FMLN-FDR au peuple salvadorien, que nous publions ci-dessous, dénonce le rejet par Duarte de ces propositions. Dans une conférence de presse, le 23 janvier 1985, le président Duarte a écarté la perspective d'une reprise des négociations en prenant pour prétexte la soi-disant intransigeance du FMLN-FDR au cours de la rencontre d'Ayagualo. Pour sa part, Duarte n'avait rien d'autre à proposer à Ayagualo que la participation des rebelles aux élections législatives de mars 1985 ... une fois qu'ils auraient déposé leurs armes. Commentant cette proposition, Guillermo Ungo, président du FDR, a déclaré : « *C'est comme si on liait les mains d'un joueur de baseball avant de l'inviter sur le terrain pour jouer. (...) Avec l'état de siège permanent et aucune possibilité de sécurité, (...) il est impossible que nous participions. Ces élections seront une mascarade sanglante, faites par la droite et pour la droite.* » (3)

Le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) du Salvador utilisent le moyen de cette déclaration pour communiquer à la classe ouvrière et à la paysannerie, aux enseignants et aux étudiants, aux militaires honnêtes des forces armées salvadoriennes, aux militants et combattants révolutionnaires et à tout le peuple salvadorien, les points suivants de nos positions vis-à-vis du dialogue avec le gouvernement du Salvador.

1) *La rencontre d'Ayagualo.* La deuxième rencontre, qui a eu lieu le 30 novembre à Ayagualo, a représenté un pas en avant dans le processus difficile de la recherche d'une solution politique globale au conflit que connaît notre nation. A Ayagualo, nous étions confrontés à une situation plus compliquée et difficile que celle que nous avons trouvée à La Palma, puisqu'il y avait l'opposition entre deux projets de résolution basés sur des analyses différentes des problèmes du pays, ainsi qu'une discussion des premiers points d'accord concrets dans la recherche de la paix.

2) *Les perspectives du dialogue.* L'attitude qu'a montrée José Napoleon Duarte, par son rejet de nos propositions pour une solution politique, rejet basé sur un jugement contradictoire et sommaire de ce qui était non constitutionnel, a compromis les possibilités de paix et renforcé les positions des secteurs les plus réactionnaires des milieux d'affaires et de l'armée. Le refus de Duarte d'admettre qu'à un moment ou à un autre dans le processus, il faudra aborder le problème posé par l'existence actuelle de deux armées au Salvador, est contradictoire avec le fait largement reconnu que l'existence

de l'armée révolutionnaire constitue un aspect fondamental de la situation réelle de notre pays. Le refus d'accepter une réalité aussi puissante équivaudrait à nier l'existence même de la guerre, et donc les possibilités réelles d'une recherche de la paix. La prétention de Duarte, qui essaie de réduire le dialogue à son « offre » de paix qui ne prend manifestement pas en compte les réalités les plus urgentes de la guerre ni les problèmes les plus importants du pays, est négative ainsi que contradictoire. Après La Palma, et en adoptant une attitude plus constructive, Duarte avait indiqué qu'aucune des parties ne pourrait imposer ses propres propositions de façon unilatérale.

Pour sa part, l'oligarchie a commencé à déclencher toutes ses forces contre le dialogue. Pour ce faire, elle a ressorti les vieilles justifications de défense de la Constitution, qu'elle a toujours violée, et de l'armée, qu'elle a toujours manipulée. Mais, en réalité, aujourd'hui comme dans le passé, la seule chose qu'elle s'intéresse à défendre, ce sont ses privilèges minoritaires et injustes. Ce n'est donc pas un accident si d'Aubuisson (dirigeant de l'Alliance républicaine nationaliste, ARENA, d'extrême-droite, ndlr.) félicite Duarte de son rejet de nos propositions.

Néanmoins, la volonté et la force de tous les secteurs nationaux qui appuient le dialogue s'imposent sur les intérêts minoritaires qui mettent des obstacles à la recherche de la paix. Nous espérons que Duarte comprendra qu'avec cette large force populaire qui appuie le dialogue, continuer à chercher une solution politique viable par des concessions et la subordination à l'extrême-droite et à l'oligarchie fasciste serait une erreur historique aux conséquences graves. En fait, malgré toutes les difficultés, le processus

de dialogue a été renforcé depuis La Palma et Ayagualo, en tant que chemin vers la paix.

3) *La volonté de paix de la part de nos fronts.* En ce moment difficile, alors que le contraste entre la compréhension des problèmes et la difficulté de les résoudre a été soulignée, nos fronts FDR-FMLN considèrent qu'il est opportun et nécessaire de réitérer au peuple salvadorien que c'est notre volonté sincère pour la paix qui nous motive. Nous avons fait une proposition pour une solution aux problèmes centraux du pays, sans ambiguïtés ni échappatoires. Par cette proposition, nous avons exprimé notre volonté de faire des compromis dans un cadre de garanties solides de la défense des intérêts populaires. Nous avons proposé de commencer de façon graduelle et réaliste, pour permettre toutes les conditions fondamentales de sa réalisation. A Ayagualo, nous avons conclu des accords, limités mais d'une grande importance historique, avec la délégation gouvernementale. Nous communiquons de façon concrète les informations suivantes au peuple salvadorien : pour remplir ces accords, nous remettons, le jeudi 11 décembre à l'Eglise catholique, 42 soldats qui ont été faits prisonniers par des unités de notre armée le 1er décembre dans les environs d'El Salto dans le département de La Paz.

4) *Appel aux secteurs nationaux.* L'instauration du dialogue représente une conquête pour notre peuple. En même temps, son succès, la progression vers une conclusion réussie de ce processus de dialogue, constituent une aspiration de toutes les forces démocratiques et patriotiques du pays. Nos fronts considèrent que c'est seulement à travers la participation organisée et active de tout le peuple que nous pourrions avancer dans le processus de dialogue.

Les propositions du gouvernement et de nos fronts FDR-FMLN ont déjà été rendues publiques. Nous appelons tous les secteurs organisés du pays pour exiger qu'ils participent au dialogue et qu'ils expriment librement leurs positions sur la solution politique à la crise nationale.

Nos fronts réitérent leur décision irrévocable de faire avancer le dialogue et d'obtenir des résultats concrets et progressistes, de telle façon que nous atteignons la paix avec l'indépendance et la justice, éléments que notre peuple désire les uns et les autres avec autant de force.

Comité exécutif du FDR,
Commandement général du FMLN,
San Salvador, le 7 décembre 1984.

1. Le texte de ce document a été publié dans *Inprecor* numéro 170 du 2 avril 1984.

2. Les revendications avancées par le FMLN-FDR lors de cette rencontre ont été publiées dans *Inprecor* numéro 183 du 5 novembre 1984.

3. Interview publiée dans *Latin America Weekly Report* du 1er février 1985.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ITALIE

Le testament politique d'Alfonso Leonetti

Alfonso Leonetti, l'un des fondateurs du mouvement communiste en Italie, est mort le 26 décembre dernier. Né en 1895, il adhéra aux Jeunesses socialistes en 1913. Ensuite, il devint l'un des premiers partisans en Italie de la Troisième Internationale. Il fut rédacteur en chef, à Turin, du quotidien communiste Ordine Nuovo, dont Gramsci était directeur. Il fut élu au comité central du Parti communiste italien au congrès de Lyon de 1926, et ensuite au bureau politique. Il développait des positions qui divergeaient de la ligne ultra-gauche de l'Internationale communiste de la fin des années 1920, et c'est à ce moment-là qu'il est entré en contact avec l'Opposition de gauche internationale. Il organisa, avec Pietro Tresso et d'autres camarades, la Nouvelle opposition italienne (NOI) et fut exclu du parti en 1930. Il fut alors coopté à la direction de l'Opposition de gauche internationale et y participa pendant plusieurs années. Mais, à partir de l'adoption par l'Internationale communiste de la ligne des fronts populaires, Leonetti commença à s'éloigner du mouvement trotskyste. Il a réintégré le PC italien en 1962, en déclarant que sa « conviction de la justesse de la politique du parti » s'était manifestée à l'époque des fronts populaires et qu'en même temps avait « mûri sa critique du trotskysme ». Mais, comme le montre son testament politique publié le 26 janvier 1985 dans l'Unità, quotidien du PCI, et que nous reproduisons ci-dessous, Leonetti n'avait finalement rien renié de ses combats antérieurs contre le stalinisme.

« On peut vieillir et finir ses jours de diverses façons, selon la plus ou moins grande perte de lucidité due aux années ou à la décomposition de notre système intellectuel.

« Le vieux Edouard Herriot — maire radical-socialiste de Lyon —, craignant que son ami le cardinal Gerlier ne lui joue un mauvais tour en donnant la bénédiction à un athée s'étant converti à l'article de la mort, écrivit dans son testament qu'il mourrait athée et radical-socialiste, quoi qu'il puisse dire ou faire d'autre au moment de mourir.

« Mon ami et camarade Octavio Pastore (1887-1965) mourut en murmurant de façon répétée : "La liberté, c'est le fusil sur l'épaule de l'ouvrier", maxime de Lénine qu'avec lui nous proclamions sur

les places et dans les journaux ouvriers des années 1919-1920.

« D'autres vieux camarades, au contraire, tombant dans les pièges des journalistes charognards, ont effacé un demi-siècle de luttes, de sacrifices, de prison supporté avec dignité et courage, pour s'abîmer dans l'exaltation de Turati (dirigeant qui, au moment de la scission de 1921 du parti socialiste, conduisait l'aile la plus ouvertement réformiste), c'est-à-dire de la social-démocratie contre Lénine et le léninisme. Un tel danger d'aveuglement et de perte d'esprit critique existant pour chaque homme et à tout âge, moi, Alfonso Leonetti, sain d'esprit et libre de toute pression, je déclare fermement d'être et de demeurer un marxiste révolutionnaire conséquent, c'est-à-dire un léniniste internationaliste ne reniant rien des luttes conduites contre le stalinisme sous le drapeau de Trotsky et de la IVe Internationale, Utopie qui fera de cette société barbare et décomposée la Cité communiste de l'humanité libre. ■

Fait et écrit avec mon poing
à Rome, le 24 février 1982. »

JAPON

Après le XIIe Congrès de la LCR

Confrontée à la menace des attaques physiques de la part de l'organisation d'extrême-gauche dégénérée Chukaku (cf. *Inprecor* numéro 169 du 19 mars 1984), la Ligue communiste révolutionnaire, section japonaise de la IVe Internationale, a tenu son 12e congrès en septembre 1984. Y ont participé plus de 40 délégués des organisations de base, des membres du comité central sortant et de la commission de contrôle et des représentants de la Ligue des jeunes communistes (organisation de jeunesse de la LCR).

Le congrès a eu lieu au moment où le mouvement ouvrier japonais se trouve à un tournant historique de son évolution. En 1983-1984, les directions réformistes de gauche qui ont dominé le mouvement ouvrier dans les années 1950 et 1960, re-

présentées par la confédération syndicale Sohyo et le Parti socialiste (formation social-démocrate de gauche), se sont finalement trouvées dans une impasse. Dans le mouvement syndical, un courant ouvertement pro-impérialiste et pro-capitaliste implanté dans les grandes usines et entreprises du secteur privé a pris clairement le dessus, obligeant la fraction parlementaire du PS à faire un tournant à droite majeur vers une politique pro-impérialiste de coalition. La situation des courants et groupes indépendants de gauche dans le mouvement syndical est devenue très difficile.

Ce changement dans la situation du mouvement ouvrier a obligé la section japonaise à faire une réévaluation de la nature et des aspects spécifiques du mouvement ouvrier japonais des années 1950 et 1960. Cette discussion s'est développée au comité central et dans toute la section en 1983-1984. Par nécessité, elle était accompagnée d'un bilan des orientations et des interventions de la section au cours des années 1970 et du début des années 1980. Le congrès national a été le point culminant de ces discussions. En plus, au cours de la période de discussion qui a précédé le congrès, le comité central a introduit une discussion sur la situation internationale et sur les problèmes actuels de la révolution mondiale. Le congrès a adopté une résolution sur la situation internationale, qui caractérise la crise actuelle du capitalisme international comme une crise à long terme, historique et structurelle. La résolution a aussi caractérisé la situation présente dans les Etats ouvriers d'impasse historique dans le développement de l'Union soviétique d'après-guerre et y compris dans le domaine des rapports sino-soviétiques. Elle démontre qu'à l'échelle mondiale, les crises de l'impérialisme et des Etats ouvriers sont de plus en plus combinées.

En même temps, malgré l'avancée de la révolution centro-américaine et la nouvelle montée des luttes ouvrières et paysannes en Amérique latine, les structures des mouvements ouvriers de masse dans les pays impérialistes, et la révolution coloniale, sont aussi dans une impasse historique. Elles sont aussi entrées toutes deux dans une phase qualitativement nouvelle d'un processus de décomposition et de recomposition.



Le bilan de l'activité de la LCR a comporté deux parties. La première a consisté en un bilan de l'évolution des Etats ouvriers, des mouvements ouvriers de masse dans les pays impérialistes et de la révolution coloniale depuis la Deuxième Guerre mondiale. La deuxième partie a consisté en un bilan de nos appréciations du mouvement ouvrier de masse et de nos orientations politiques au cours des années 1970 et au début des années 1980. Le rapport concluait que la section japonaise avait été profondément et de façon conséquente spontanéiste dans son appréciation de la situation dans la classe ouvrière et dans ses orientations pendant cette période, et qu'elle n'avait pas réussi, depuis la fin des années 1960 et au cours des années 1970, à se construire comme organisation communiste prolétarienne véritablement indépendante, malgré le fait qu'à partir du milieu des années 1970 la grande majorité de ses militants se trouvait dans les syndicats.

Face à l'impasse de la structure réformiste de gauche du mouvement ouvrier japonais de l'après-guerre et au tournant à droite généralisé de tout l'appareil réformiste ensuite, le congrès s'est concentré sur les tâches de construction de la section japonaise de la IVe Internationale dans la nouvelle situation. Un élément central de ces tâches consistera en un retour aux quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, y compris dans le domaine syndical, et aux principes et leçons tirés de la lutte pour la IVe Inter-

nationale dans les années 1930.

Dans un avenir proche, la section devra lutter à contre-courant. Il lui faut aussi opérer une recomposition politique et organisationnelle. La résolution d'organisation décrivait la section japonaise telle qu'elle avait été construite au cours des années 1970, comme « une organisation politique trotskyste fortement orientée vers les mouvements de masse ». Elle fixait la tâche d'aujourd'hui comme étant celle de « construire la section comme noyau communiste et de l'enraciner dans les masses prolétariennes ». L'orientation fondamentale est celle de la lutte pour construire un courant révolutionnaire et anti-impérialiste ouvrier, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des structures syndicales existantes.

A côté des tâches organisationnelles, le congrès a fixé des objectifs politiques immédiats par rapport à la lutte de résistance contre la recomposition généralisée à droite du mouvement syndical, la lutte contre le nouvel aéroport international de Tokyo, et des campagnes contre le militarisme japonais et en solidarité avec les luttes en Corée, aux Philippines et en Amérique centrale. Le congrès a aussi fixé des tâches spécifiques pour combattre la campagne terroriste des Chukaku contre la section japonaise et contre la majorité de la Ligue des paysans opposée à l'aéroport de Narita. Enfin, le congrès a adopté à une large majorité les résolutions soumises par la direction sortante et a élu un nouveau comité central.

(suite de la page 28)

permis un contact plus authentique, parce qu'en relation directe avec le terrain, et je tiens à donner un coup de chapeau à cette relation privilégiée.

Il faut aussi citer les contacts avec d'autres organisations comme le MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), la Ligue des droits de l'homme, Justice et Paix, la CFDT, l'Eglise protestante de France. Je n'ai pas pu comme je le souhaitais, rencontrer des responsables de l'Eglise catholique. J'ai également eu une entrevue avec Pierre Mauroy, qui nous a apporté son soutien personnel.

Mais le plus important, c'est peut-être la rencontre de samedi dernier avec tous les comités qui se sont mis sur pied en province, à l'initiative de personnes qui n'ont peut-être jamais vu un Kanak de leur vie. Tout cela est émouvant, gratifiant, et je pense que nous partageons le même mouvement de sympathie pour une cause qui doit servir le peuple kanak, mais aussi la montée de la conscience progressiste en France.

— Tu retournes aujourd'hui en Kanaky. D'après les enseignements que tu tires de ce séjour, comment envisages-tu la prochaine étape de la lutte ?

— Hier, on a commencé à évoquer une action à l'échelle nationale en Nouvelle-Calédonie, voire même internationale, aux alentours du 20 avril, après Pâques ... Cela reste à voir sur place avec les comités locaux. Cela pourrait concrétiser et donner un élargissement de ce qui s'est passé hier soir avec le meeting. C'est vraiment une rencontre extraordinaire qui nous a réchauffé le cœur, ainsi qu'à tous ceux qui l'ont préparée. Cela a réchauffé le cœur de tous les militants qui luttent pour quelque chose de meilleur, de nous tous.

Le meeting d'hier soir est une action décisive. Ce type d'action menée en France est très importante pour nous, surtout avant le vote sur l'autodétermination, pour faire prendre aux Calédoniens une position déterminante. Non pas pour ou contre la France, mais pour résider, travailler en Nouvelle-Calédonie, pour vivre libres avec les Kanaks. Le soutien en France même sera d'un grand secours pour faire contrepoids au RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, homologue du RPR de Jacques Chirac en Nouvelle-Calédonie) qui, avec la mobilisation nationale de l'opposition, en arrive à expliquer qu'être pour la liberté du peuple kanak, c'est être contre la France.

Le mouvement de sympathie ici est un mouvement pour la grandeur de votre peuple et il peut aider ceux qui, en Nouvelle-Calédonie, hésitent, qui ont peur de prendre position pour la liberté du peuple kanak sans être contre leur patrie d'origine.

Propos recueillis pour Rouge
par Raphaël Duffleau,
Paris, le 30 janvier 1985.

MIEDZYNARODOWA KORESPONDENCJA PRASOWA **INPREKOR** nr 17 ZIMA 1985 ISSN 0246-0807

PRACA GÓRNIKA

Zabójstwo Eloi Machoro

Kryzys gospodarczy



UKRAŃSKA

KWESTIA NARODOWA

Prawda o Ukraińskiej Powstańczej Armii



« INPREKOR » POLONAIS NUMÉRO 17 VIENT DE PARAÎTRE

Au sommaire :

— Nouvelle-Calédonie : L'assassinat du dirigeant indépendantiste Eloi Machoro, un crime colonial français !

— Dossier Ukraine : avec, notamment, un article polémique contre la campagne anti-ukrainienne menée par le régime polonais, un article de Trotsky sur le mot d'ordre d'indépendance de l'Ukraine, des articles traitant du mouvement nationaliste révolutionnaire ukrainien durant la Seconde Guerre mondiale.

— La crise économique polonaise, ses racines et l'ébauche des moyens pour la résoudre.

— Un entretien avec un militant de Solidarité des mines de Silésie sur le travail et la résistance des mineurs.

On peut se procurer Inprekor en le commandant à PEC, 2, rue Richard-Le-noir, 93100 Montreuil, France. Prix d'un numéro : 15 FF. Abonnement (6 numéros) : 75 FF. Chèques à l'ordre de « PEC ». Compte bancaire : BNP, Agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93100 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Compte postal : « PEC » numéro 2.322.42.T Paris. Dans les deux cas, mentionnez « Pour Inprekor polonais ».

Entretien avec Jean Marie Tjibaou, vice président du gouvernement provisoire de Kanaky

LE voyage en France de Jean-Marie Tjibaou, vice-président du gouvernement provisoire de Kanaky, à la fin du mois de janvier, a permis à l'activité de solidarité anticolonialiste avec la lutte du peuple kanak de passer à un stade supérieur. D'ores et déjà, la lutte du peuple kanak polarise les forces politiques en métropole. Qui plus est, un large courant de sympathie, plongeant ses racines dans les sentiments anticolonialistes de nombreux militants ouvriers et démocrates, commence à se dessiner. C'est l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak qui donne un cadre unitaire à l'expression de ces sentiments. Cette structure a organisé un meeting de solidarité réunissant plus de 5 000 personnes à Paris, le 29 janvier dernier. Dépassant toutes les prévisions, ce rassemblement, dont on n'avait pas vu l'équivalent depuis de nombreuses années à Paris, témoigne de la sensibilisation à la cause du peuple kanak.

Comme le note l'hebdomadaire *Rouge* du 1er février 1985 — organe de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale —, « la cause du peuple kanak est en train de mobiliser ou de remobiliser toute une frange de travailleurs et de jeunes qui n'acceptent plus la politique du gouvernement ni l'arrogance de la droite et des fascistes ». De nombreuses réunions de solidarité avec le peuple kanak sont en effet l'objet d'agressions de la part de commandos fascistes. L'ampleur de la mobilisation en France s'est aussi ex-

« ROUGE » : — Ton séjour à Paris touche à sa fin. Quel bilan peux-tu en faire ?

Jean-Marie TJIBAOU : — J'en tire un bilan très, très positif. Mais je dois dire que le rythme de travail que nous avons eu rappelle celui des gens que l'on attachait autrefois sur les bateaux pour les faire ramer sans s'arrêter.

Lors de ce séjour, j'ai essayé de faire de mon mieux et je pense que du point de vue de la lutte du peuple kanak, on a beaucoup progressé. De même qu'a progressé la prise de conscience de toutes les organisations qui nous ont apporté leur soutien.

— Comment ont réagi les différentes formations politiques que tu as rencontrées ?

— J'ai été reçu par les dirigeants du Parti communiste et du Parti socialiste. Ces grandes organisations ont réaffirmé leur anticolonialisme, mais leur soutien effectif se fait quelque peu attendre...

— Y a-t-il eu des engagements concrets ?

— Nous avons accueilli avec plaisir l'appel au meeting parisien par la CGT. La rencontre avec ses responsables a été un contact très gratifiant et même étonnant, car je ne connaissais Henri Krasucki

primée lors de la première réunion des comités de solidarité déjà constitués dans une quinzaine de villes. Elle est aussi en partie la conséquence du caractère unitaire de l'Association, qui refuse toute exclusive politique et fait appel à tous les anticolonialistes.

Nos camarades du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, ont aussi pris de nombreuses initiatives de solidarité. Ils ont publié un numéro spécial de leur revue *Tranchées* consacré à la Nouvelle-Calédonie, sous le titre « La vérité sur la lutte du peuple kanak » et participé à toutes les rencontres destinées à mettre sur pied des cadres unitaires de solidarité en Guadeloupe et en Martinique. Le 14 janvier, un tel comité de soutien a été créé à Fort-de-France à la Martinique, soutenu par un nombre important d'anticolonialistes sans appartenance de parti, et d'organisations anticolonialistes comme le GRS, la Jeunesse d'avant-garde (JAG, organisation de jeunesse du GRS), et le Parti communiste martiniquais (PCM). Une manifestation a été organisée le 18 janvier.

Dans les prochains numéros d'*Inprecor*, nous reviendrons sur d'autres exemples de solidarité internationaliste avec la lutte du peuple kanak. Nous publions pour l'instant l'interview accordée par Jean-Marie Tjibaou à *Rouge* et publiée dans son édition du 1er février dernier.



Le drapeau du FLNKS dans les rues, à Paris. (DR)

qué par le biais des médias. De même du côté de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), avec laquelle les contacts ont été d'autant plus intéressants que sur place, en Nouvelle-Calédonie, le SNI-PEGC (syndicat de la FEN organisant les instituteurs) ne s'est pas montré très ouvert aux revendications du peuple kanak. Cela rend leur soutien ici d'autant plus important.

Je dois aussi remercier la LCR qui, en liaison avec l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak, a beaucoup travaillé. Votre imprimerie a ti-

ré des affiches en hommage à Eloi Machoro et d'autres avec le drapeau de Kanaky. Je remercie vos militants qui ont organisé une petite fête en notre honneur dans vos locaux, qui était très chaleureuse et sympathique. Nous avons apprécié la force de votre soutien. Les contacts qu'Alain Krivine avait pris lors de son séjour nous ont beaucoup aidés pour concrétiser les rapports entre votre organisation et tous ceux qui, ici, soutiennent les luttes de libération et le peuple kanak. Tout cela a

(suite page 27)